

UNE ÉCOLE
QUI PENSE
OU UNE SOCIÉTÉ
QUI SOMBRE

L'urgence critique en Algérie

LOUNIS OUKACI



CHANGER POUR
NE PAS CHANGER

Changement, transmission et (dis)continuité de l'expérience sociale

DERGUINI AREZKI

■ Décharges sauvages en pied d'immeuble

TOUFIK HEDNA



■ Donald Trump, la diplomatie de l'humiliation : comment Kim Jong-un l'a retourné

SALAH LAKOUES



REPENSER L'HABITAT
RURAL AU SAHARA

■ Manifeste pour une souveraineté hydrique et alimentaire en Algérie

BEN AMARA ELHABIB

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

MARCHÉ PARALLÈLE
DES DEVISES EN ALGÉRIE

Absorption par le marché de change formel : une nécessité

ABDERRAHMANE CHENINI



■ Le monde devient multipolaire... mais avec quelle civilisation ?

KHALED CHEBLI

■ Le Sud global dit non à la guerre des blocs

SALAH LAKOUES



■ Livres : histoires d'enfer

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

P. 5 à 10

Massacre des affamés à Ghaza Appel à une enquête indépendante

Mohamed Mehdi

Mercredi 649^e jours d'agression sioniste et 137^e jour de siège total de Ghaza, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre la population civile, femmes et enfants, et des personnes à la recherche d'aides alimentaires. Hier, le ministère de la Santé a annoncé, dans son rapport statistique quotidien, un lourd bilan des attaques israéliennes lors des précédentes 24h (mardi), faisant 346 victimes, dont 94 martyrs et 252 blessés parvenus dans les hôpitaux de Ghaza, soit au total 58.573 martyrs et 139.607 blessés, depuis le 7 octobre 2023. Depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, le nombre de victimes s'élève à 7.750 martyrs et 27.566 blessés.

Les massacres dans les «centres d'aide» israélo-américains se poursuivent. Lors des précédentes 24h, les hôpitaux ont reçu 7 martyrs et 30 blessés, ce qui porte le nombre total de victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 851 martyrs et plus de 5.634 blessés, ajoute le document du ministère de la Santé de Ghaza. Dans une autre déclaration, le ministère de la Santé a rapporté «le martyre de 21 demandeurs d'aide alimentaire dans le «centre de distribution d'aide alimentaire» de Khan Younes, dont 15 par asphyxie suite aux tirs de gaz lacrymogènes sur les personnes affamées et à la bousculade qui s'en est suivie».

«Pour la première fois, des décès ont été enregistrés suite à l'asphyxie et à la bousculade intense de citoyens dans les centres de distribution d'aide. L'occupation israélienne et l'establishment américain commettent délibérément des massacres contre les personnes affamées, de manière systématique et par divers moyens», dénonce le communiqué du ministère de la Santé.

UN HORRIBLE MASSACRE COMMIS HIER CONTRE LES AFFAMÉS

Un communiqué plus détaillé émanant du Bureau des médias du gouvernement de Ghaza apporte plus d'éléments sur ce massacre, et répond aux mensonges de la Fondation américaine GHF qui tente de se dédouaner, une fois de plus, de sa co-responsabilité dans ces pièges mortels.

«Nous suivons avec stupeur et colère la déclaration mensongère et trompeuse publiée par l'organisation criminelle «Gaza Humanitarian Foundation - GHF», qui tente de «fuir ses responsabilités» en imputant le massacre, «qui a coûté la vie à 21 martyrs, dont 15 par asphyxie et 6 par balles directes avec intention de tuer, ainsi que de nombreux blessés», à des «factions de la résistance palestinienne», lit-on dans la déclaration du gouvernement. Le communiqué affirme que la Fon-

dation américaine GHF «a invité des centaines de milliers de citoyens à recevoir de l'aide par l'intermédiaire d'un centre baptisé «SDS3» dans le sud de la bande de Ghaza», puis «a fermé les portes métalliques sur ces milliers de personnes affamées dans d'étroits passages conçus délibérément pour les étouffer».

«Des employés de l'organisation criminelle et des soldats de l'occupation israélienne ont, par la suite, aspergé de gaz poivre et ouvert le feu sur la foule, provoquant une asphyxie massive et la mort immédiate d'un grand nombre de personnes. Des dizaines de personnes ont été blessées lors de la bousculade survenue dans un espace clos, conçu pour tuer», ajoute la même source.

Le gouvernement de Ghaza appelle la communauté internationale, le Conseil de sécurité et l'ONU, ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme à mettre immédiatement un terme aux activités de cette entité, et à mener une enquête indépendante et transparente sur tous les crimes dans lesquels GHF est impliquée», et annonce qu'il se réserve le droit «d'engager des poursuites judiciaires contre cette institution et tous ceux qui collaborent avec elle pour orchestrer la mort et le meurtre du peuple palestinien affamé».

LAZZARINI : UNE GÉNÉRATION ENTIÈRE EST EN TRAIN D'ÊTRE ANÉANTIE À GHAZA

Dans une déclaration adressée aux participants à la Conférence d'urgence pour arrêter le génocide à Ghaza, qui se tient les 15 et 16 à Bogota (Colombie), le Commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini a déclaré qu'«une génération entière est en train d'être anéantie à Ghaza», appelant à «prendre des mesures» concrètes pour aider la population de l'enclave.

«Des familles entières, des quartiers entiers, une génération entière sont en train d'être anéantis à Ghaza. Des centaines de membres du personnel de l'UNRWA – nos collègues, nos amis – ont été tués. L'aide est bloquée. Les civils ne sont pas protégés. La guerre à Ghaza n'est pas seulement une catastrophe humanitaire, c'est une crise pour l'ordre international fondé sur des règles», a déclaré Lazzarini.

Le chef de l'UNRWA a qualifié de «moment de courage» la Conférence de Bogota, organisée par le Groupe de La Haye (créé en janvier 2025) et à laquelle participe une trentaine d'États. «C'est pourquoi je me félicite de la création du Groupe de La Haye : des États membres déterminés à faire respecter le droit international et à protéger la vie des civils palestiniens. J'ai exhorté les États membres à prendre des mesures pour la population de Ghaza », a-t-il ajouté.

Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme L'APN adopte le projet de loi

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, mercredi, le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, lors d'une plénière présidée par le président de l'Assemblée, M. Brahim Boughali, en présence du ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou.

Ce texte de loi adopté sans

aucune modification prévoit des mesures d'interdiction de l'activité des personnes et entités terroristes, des mesures de gel ou de saisie de leurs fonds, avec interdiction de traiter avec elles, ainsi que des mesures visant à renforcer les dispositions relatives à la constatation des crimes par les officiers de la police judiciaire et les juridictions, avec la possibilité de créer des équipes pour mener des enquêtes spécialisées, notamment financières.

Le texte propose également

de durcir les peines pour certains crimes afin qu'elles soient adaptées à la gravité des faits incriminés.

Dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, cette loi engage les autorités compétentes à coopérer et à échanger les informations avec leurs homologues à l'étranger, spontanément ou sur demande, conformément aux accords bilatéraux et multilatéraux et aux engagements internationaux de l'Algérie.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Les démissions de membres de la Cour pénale internationale (CPI) sont usuelles. Parfois des problèmes de santé sont évoqués pour justifier ces démissions, d'autres fois les démissionnaires sont appelés à occuper des postes politiques dans leurs pays ou à exercer des missions urgentes au sein même des agences onusiennes, mais quand des démissions en cascades concernent uniquement des membres qui ont eu à gérer les récentes plaintes contre Israël, et qui ont rendu des jugements condamnant des responsables israéliens, les doutes sur les causes réelles de leur retrait pèsent lourdement. Il s'agit de la démission de trois membres de la Commission de l'ONU chargée d'enquêter sur les atteintes aux droits humains commises par Israël dans les territoires palestiniens occupés. Une démission presque collective, même si les concernés ont remis leur lettre de démission de façon séparée, à une journée d'intervalle les uns des autres, soit les 8, 9 et 10 juillet, au président du Conseil des Droits de l'homme, l'ambassadeur suisse, Jürg Lauber. Les démissionnaires ont, bien sûr, avancé les raisons qui les ont poussées à se retirer de la Commission de l'ONU sur Israël, dont l'âge avancé, des problèmes médicaux, du poids de plusieurs autres engagements ou encore l'opportunité pour reconstituer la Commission suite à la démission de la présidente de la commission, selon les mots contenus dans les lettres de démission.

Le président du Conseil des Droits de l'homme n'a pas trop tardé pour lancer un appel aux délégations «pour que des candidatures soient proposées, avec pour date limite le 31 août», selon le porte-parole du Conseil, Pascal Sim, qui a expliqué que l'objectif

La CPI paralysée ?

est de nommer de nouveaux experts début novembre, une fois que les trois membres démissionnaires de la

commission auront présenté leur dernier rapport au moment de la prochaine assemblée générale de l'ONU, à New York. Comme si de rien n'était ?!

Une commission d'une telle importance a été paralysée (par la crainte des représailles US), et on semble aller promptement à son enterrement. Difficile de ne pas lier ces démissions aux pressions exercées par l'administration Trump sur la CPI d'une manière continue depuis le premier mandat, et qui ont pris, ces derniers jours, coïncidant avec les démissions en question, un ton plus menaçant.

Rappelons dans ce contexte que le représentant juridique du Département d'État, Reed Rubinstein, mandaté par le président Donald Trump, a délivré le 8 juillet dernier, lors de l'Assemblée des États parties à la CPI à New York, en présence de 125 délégations, une consigne laissant clairement entendre que son pays attend que toutes les actions de la CPI contre les États-Unis et son allié israélien, dont les enquêtes ouvertes dans les territoires palestiniens occupés et tous les mandats d'arrêt contre les responsables israéliens soient abandonnées. Le ton menaçant, il a averti que toute persistance des poursuites en question exposerait la Cour à une série de représailles, et que dans ce cadre «toutes les options restent sur la table». Plusieurs délégations n'ont pas manqué de faire part d'un rejet timide de cette pression exercée par les États-Unis sur les magistrats de la CPI, dont l'impact psychologique est bien visible sur les membres de la commission qui doivent se sentir mal dans leur isolement.

Ministère de l'Intérieur Les citoyens appelés à signaler tout départ de feu

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a appelé, mercredi dans un communiqué, les citoyens à signaler immédiatement tout départ de feux de forêt et de récoltes, et à suivre les consignes de prévention.

«Suite à la hausse des températures qui accroît le risque de départ de feux menaçant les personnes, les biens et les ressources naturelles et agri-

coles, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire appelle à une prise de conscience des citoyens, les invitant à suivre les consignes de prévention et à coopérer avec les services compétents en signalant immédiatement toute urgence via les numéros verts 10-21 et 10-70», indique le communiqué.

Afin de protéger les forêts et les récoltes de notre pays con-

tre les risques d'incendies et d'ancrer la culture préventive, le ministère a publié une affiche publicitaire portant le slogan «Ne sois pas la cause des feux de forêt et de récoltes», mettant en garde contre le jet anarchique des mégots de cigarettes, à l'origine de la plupart des départs de feux de forêt qui entraînent des pertes humaines et mettent en péril les ressources forestières et agricoles.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Articles scolaires

La production nationale de plus en plus présente sur le marché

M. Aziza

Les pouvoirs publics œuvrent, à travers des dispositions palpables, à assurer aux citoyens l'acquisition des articles scolaires à des prix raisonnables.

Dans le cadre, justement, des préparatifs de la rentrée scolaire 2025-2026, le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a mis l'accent sur l'importance d'assurer la réussite des Salons dédiés aux fournitures scolaires. Et ce, en associant les producteurs et importateurs afin de proposer des prix compétitifs à même d'alléger les charges aux familles, et d'assurer la disponibilité des produits de qualité en temps voulu.

Face à ses cadres et directeurs centraux, mardi dernier, lors d'une réunion d'évaluation tenue au siège de son département, M. Zitouni, a également appelé à accorder la priorité à la promotion du produit national et à organiser ces Salons, 15 jours avant la rentrée scolaire.

Pour rappel, la 3^{ème} Foire de la rentrée scolaire « Lemsid » avait rassemblé l'année dernière (2024), plus de cinquante (50) exposants, au Palais des Expositions à Alger, contre quarante (40) exposants ayant pris part à la deuxième édi-

tion de cette foire en 2023. En raison, est-il souligné d'une hausse des investissements locaux dans la filière des articles scolaires.

Selon les chiffres du ministère du Commerce intérieur, communiqués durant l'année précédente, le marché local des fournitures scolaires a vu plus de 25 importateurs se transformer en producteurs. Toujours selon le département de Zitouni, l'on compte 66 producteurs locaux à travers le territoire national. Ces derniers assurent une part de marché de 15 à 20 %, sachant qu'auparavant le marché était presque entièrement dominé par les importations.

A noter qu'un projet est en cours de planification pour le développement d'une industrie locale de fabrication d'articles scolaires. Il s'agit d'un pôle spécialisé qui sera érigé dans la zone industrielle 'Belaid Abdesselam', à Bordj Bou Arreridj.

L'annonce de ce projet a été faite, en mars dernier, par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et la Banque de développement local (BDL). Les deux se sont engagées à s'inscrire dans le développement de l'industrie locale des fournitures scolaires, dans le but de diversifier l'offre locale en articles scolaires et réduire la dépendance à l'importation.

De nouvelles dispositions introduites aux règles de circulation routière

De nouvelles dispositions ont été apportées aux règles de la circulation routière en Algérie, notamment matière de conditions de mise en circulation des véhicules, de revente et d'immatriculation, ainsi que de définition des catégories de permis de conduire, les conditions d'obtention, en vertu d'un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n 43.

Il s'agit du décret exécutif n 25-169 du 22 juin 2025 modifiant et complétant le décret exécutif n 04-381 du 28 novembre 2004 fixant les règles de la circulation routière, signé par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui.

Ce texte établit de nouvelles règles générales de la circulation routière notamment pour les motocycles et cyclomoteurs qui sont soumis au contrôle de conformité par l'administration des mines et à l'immatriculation établie selon les mêmes règles que celles prévues pour les véhicules automobiles.

Ce type de véhicules, dotés d'une puissance maximale nette supérieure à 73,6 kilowatts, doivent être aussi équipés d'un système de freinage antiblocage (ABS). Le propriétaire d'un véhicule ou d'une remorque, dont le poids total autorisé est supérieur à 500 Kg, mis en circulation pour la première fois, est tenu de déposer auprès du wali de la wilaya de sa résidence une demande d'immatriculation accompagnée d'un dossier.

Dans le cas où ces véhicules sont neufs, acquis auprès d'un concessionnaire ou d'un constructeur agréé, la demande d'immatriculation doit être accompagnée d'un récépissé de déclaration de mise en circulation provisoire.

En cas de changement de propriétaire du véhicule ou de changement des données indiquées dans la carte d'immatriculation, le propriétaire doit déposer auprès du wali de la wilaya de sa résidence une demande de délivrance d'une nouvelle carte d'immatricu-

lation qui indique, notamment le numéro d'immatriculation, les caractéristiques techniques du véhicule, les informations relatives à son propriétaire ainsi que l'adresse complète de ce dernier.

L'expression "carte grise" citée dans l'ancien texte est remplacée désormais par "carte d'immatriculation".

Ce texte comporte aussi de nouvelles dispositions portant sur les conditions de transformation d'un véhicule qui est soumise à un nouveau contrôle de conformité.

Les nouvelles conditions de vente d'un véhicule déjà immatriculé ont été également fixées par le présent décret.

Ainsi, l'ancien propriétaire doit adresser au wali de la wilaya de sa résidence, dès la transaction intervenue, une déclaration l'informant de la vente et indiquant l'identité et le domicile déclarés par l'acquéreur.

Par ailleurs, le décret a fixé la durée de validité des permis de conduire et les catégories avec une nouvelle classification, dont la "Catégorie A1" "Catégorie A" pour les motocyclettes à deux roues selon la cylindrée de 50 à 125 centimètres cubes, ainsi que la "Catégorie B" et la Catégorie B (E), qui concernent les conducteurs de véhicules automobiles ayant un poids total autorisé en charge qui n'excède pas 3.500 Kg et les véhicules conduits par des personnes atteintes d'une infirmité.

Aussi, un brevet professionnel est obligatoire pour les conducteurs détenteurs de permis de conduire des catégories B et B (E), pour la conduite d'un véhicule destiné au transport de matières dangereuses et des conducteurs de véhicules de transport de marchandises et de matière dangereuses détenteurs de permis de conduire de catégorie C1, C1(E), C, C(E), les conducteurs de catégories D et D(E), pour la conduite d'un véhicule destiné au transport de personnes.

Réunion du Gouvernement

Rentrée sociale et eau potable au menu

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à la rentrée sociale, au renforcement de l'approvisionnement en eau potable au profit des populations des wilayas, ainsi qu'aux mesures prises dans le cadre de la saison estivale, indique un communiqué des services du Premier ministre.

La réunion a été consacrée à l'examen de la situation des stations de dessalement d'eau de mer réalisées dans le cadre du programme national complémentaire décidé par le président de la République, ainsi qu'à l'état d'avancement des raccordements aval visant le renforcement de l'approvisionnement en eau potable au profit des populations des wilayas.

Par ailleurs, et en prévision de la rentrée sociale 2025-2026, le Gouvernement a entendu une communi-

cation sur les préparatifs de la prochaine rentrée de la formation professionnelle (session d'octobre 2025), qui a permis l'examen de différentes mesures visant à garantir une rentrée dans les meilleures conditions possibles, notamment en matière d'adaptation de l'offre de formation aux besoins du marché du travail et le renforcement de l'encadrement pédagogique.

Dans le même contexte, le Gouvernement a entendu une communication sur les mesures prises pour garantir la disponibilité des articles scolaires et les produits de large consommation, et à des prix abordables pour l'ensemble des citoyens, en prévision de la rentrée sociale 2025-2026.

Le Gouvernement a, en outre, entendu un rapport d'étape sur l'avancement de la campagne moisson-batage 2025, ayant porté sur les princi-

aux indicateurs relatifs aux ressources importantes déployées pour assurer le succès de cette opération et aux résultats satisfaisants obtenus, notamment dans les wilayas du sud.

Il a également passé en revue les préparatifs en cours concernant la campagne labours-semailles 2025-2026, ainsi que les différentes mesures prises pour garantir la réalisation des objectifs stratégiques fixés par Monsieur le président de la République pour assurer la sécurité alimentaire.

Enfin, le Gouvernement a suivi le déroulement de la saison estivale et examiné la mise en œuvre des différentes mesures prises dans le cadre des plans d'aménagement, en vue d'assurer le confort des estivants, notamment en ce qui concerne le renforcement de la sécurité des plages autorisées à la baignade.



Amine Bouali

Lettre à Youcef al-Zaq

Tu venais d'avoir 17 ans, Youcef. Le 12 juillet 2025, une frappe de drone israélien a mis fin à ta courte vie, alors que tu te trouvais dans ton lit, dans ton appartement familial de la rue Al-Thawra, à Ghaza. Tu ne tenais pas une arme. Tu n'étais pas un combattant. Tu étais chez toi, peut-être en train de dormir. Ton nom ne dira pas grand-chose à beaucoup de gens. Et pourtant, ton histoire dit tout de la tragédie vécue par le peuple palestinien à Ghaza où même les enfants deviennent des cibles.

Tu es né en 2008 dans la prison israélienne de Ha'Sharon. Ta mère, Fatima, ignorait qu'elle était enceinte lorsqu'elle a été arrêtée arbitrairement quelques mois plus tôt. C'est dans une cellule qu'elle t'a porté puis mis au monde, et c'est derrière des barreaux que tu as fait tes premiers pas, sans jouets, sans lumière du jour. Malgré toi, tu es devenu un symbole : celui qu'on a appelé «le plus jeune prisonnier du monde». Ton crime ? Être né Palestinien. En 2009, vous avez été libérés, ta

mère et toi, dans un échange de prisonniers. À Ghaza, tu as grandi sous le blocus et les bombes israéliennes. Peut-on vraiment parler de liberté lorsqu'on est né comme toi prisonnier dans un territoire asphyxié et exposé chaque instant au feu venu du ciel ?

Le 12 juillet dernier, le crime sans fin t'a rattrapé. Tu n'étais pas visé pour ce que tu avais fait, mais pour ce que tu étais, pour l'endroit où tu vivais, pour l'identité que tu portais. Tu étais là, simplement, et cela a suffi pour t'abattre. Ta vie et ta mort, Youcef, interpellent cette étrange normalité qu'Israël et ses alliés tentent d'imposer au cœur de l'inacceptable.

Tu aurais dû être simplement un adolescent de ton âge, Youcef. Tu aurais dû rêver d'avenir, d'études, de voyages. Tu n'auras rien eu de tout cela. Alors, que cette lettre serve au moins à te dire que tu comptes beaucoup pour nous. Que tu n'es pas un dommage collatéral. Que tu n'es pas mort pour rien. Et que ton absence nous fait mal.

Numérique Accord algéro-chinois pour promouvoir les produits touristiques

Un accord-cadre de coopération dans le domaine du développement et de la promotion numériques des produits et des services touristiques et hôteliers a été signé, mardi soir à Alger, entre le groupe Hôtellerie-Tourisme et Thermalisme (HTT) et la compagnie aérienne chinoise Xiamen Airlines (Xiamen Airlines International Travel Service CO.LTD).

La cérémonie de signature, qui s'est déroulée à l'hôtel «El Djazair», a été présidée par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, en présence de membres du gouvernement, de cadres supérieurs de l'Etat et d'ambassadeurs accrédités en Algérie et ce, dans le cadre de la 24e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV 2025), qui s'est clôturée mardi.

Mme Meddahi a affirmé, dans ce contexte, que la signature de cet accord-cadre avec la République populaire de Chine intervient «en phase avec nos efforts et notre approche de numérisation du secteur touristique devenue un défi stratégique et ce, dans le cadre de la concrétisation de la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la nécessité de généraliser la numérisation dans tous les secteurs, d'autant plus que le grand potentiel touristique de l'Algérie exige une promotion touristique numérique digne de sa réputation».

Cet accord s'inscrit également, selon la ministre, dans le cadre de la volonté continue qui nous anime à chaque occasion officielle de renforcer les relations de coopération entre les deux pays dans le domaine touristique, notamment à la faveur des excellentes relations algéro-chinoises,

empreintes d'amitié et d'entente, conformément à la volonté politique exprimée par les dirigeants des deux pays». Pour la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, cette signature «vient s'ajouter au capital de la coopération fructueuse établie dans le domaine du tourisme avec le partenaire chinois, après les axes concrétisés avec ce dernier, sous la supervision des services du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines».

L'ambassadeur chinois en Algérie, M. Dong Guangli, s'est félicité, pour sa part, du niveau des relations algéro-chinoises, à la lumière de la volonté des deux pays de les développer et de les promouvoir dans divers domaines, y compris les domaines culturel et touristique qui se veut, a-t-il dit, un catalyseur puissant et efficace pour développer l'économie des deux pays, au mieux de leurs intérêts communs.

Le diplomate chinois a également rappelé les atouts touristiques, culturels et patrimoniaux dont regorge l'Algérie, affirmant que le tourisme est étroitement lié à la culture.

S'agissant des résultats de la 24e édition du SITEV, Mme Meddahi a précisé que le salon avait connu une participation «qualitative», avec 340 exposants de 27 pays frères et amis et 38 start-up spécialisées dans le domaine de la numérisation des services touristiques, en sus de l'accompagnement d'un nombre considérable d'entreprises et d'organismes nationaux relevant de secteurs en lien avec l'activité touristique (compagnies aériennes, aéroport d'Alger, entreprises de transport urbain, compagnies d'assurance).

Outre des départements ministériels,

il s'agit aussi d'une forte participation d'artisans algériens et internationaux à ce salon en vue d'exposer leurs créations artisanales exprimant la richesse culturelle et patrimoniale.

Le salon a été ponctué par la remise de prix honorifiques aux meilleurs participants à cet événement. Le prix du meilleur pavillon algérien en termes de design a été attribué au ministère de la Culture et des Arts, tandis que le prix du pavillon le plus innovant a été décerné à la compagnie Air Algérie. Le prix du pavillon le plus attractif a été décroché par une startup de la wilaya de Batna, et celui du meilleur pavillon étranger est revenu à la République populaire de Chine.

La Palestine a également obtenu un prix spécial (Pavillon du courage et de la persévérance), tout comme la République arabe sahraouie démocratique (RASD), également récompensée par un prix spécial.

Par ailleurs, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a attribué le prix de la meilleure application touristique au pavillon «Fennec Booking», le prix de la meilleure solution numérique à une startup de la wilaya de Djanet, et un autre prix a été remis à la troupe El Waha de la commune de Brezina (El Bayadh).

La 24e édition du SITEV, organisée du 12 au 15 juillet, sous le slogan «Voyagez au cœur de l'Algérie et profitez d'un tourisme authentique et d'une civilisation millénaire», a constitué, selon les organisateurs, une véritable opportunité pour renforcer les partenariats et encourager l'échange d'expériences et l'investissement dans un secteur considéré comme un véritable levier du développement économique.

WILAYA D'ORAN **République Algérienne République Algérienne Démocratique Et Populaire**
DAIRA ES SENIA
COMMUNE EL KERMA **NIF N° 41200200003108101016**

2EME Avis Après infructuosité de l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 253102025

Le président d'APC el kerma Lance un Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales Pour le projet
Suivant : Travaux d'aménagement des trottoirs coté RN 2A -1150 ML Commune El Kerma

Les entreprises qualifiées intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marches
Public de l'apc el kerma Contre Le paiement de la somme de huit (8000,00) DA.

Le dossier Contient:
A-Dossier De Candidature :

- 1) La déclaration de candidature (selon model ci-joint), daté, signée et paraphé.
- 2) La déclaration de probité, (selon model ci-joint) daté, signée et paraphé.
- 3) Les statuts et copie d'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés
- 4) Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 5) Tous documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires.
- 6) Les Capacités professionnelles :
 - Copie de registre commerce électronique selon le code y afférant au objet du présent cahier des charges.
 - Certificat de qualification et de classification professionnelle catégorie DEUX (02) et plus, Activité principale «Travaux public»
 - avoir des capacités financières justifiées par un chiffre d'affaire plus de HUIT 08 Million de Dinars réalisé dans les 03 Dernières années (2023-2022-2021)
 - ont réalisé au moins deux 02 projets de même nature, justifiées par des Attestations de bonne exécution délivrée par des services contractants publics.
 - Le délai d'exécution des travaux : ne doit pas dépassé les deux 02 mois
- 7) **Capacités et références financiers :**
 - Avoir des capacités financières justifiées par un moyen de chiffre d'affaires Des trois dernières années Plus de 08 Million DA
 - Copie des bilans financiers pour les trois dernières années (2020-2021-2022) visés par les services des Impôts.
 - Copie du numéro d'identification fiscale NIF
 - certificat du régime fiscal C20.
 - La relevée d'identité bancaire RIB
 - Copier extrait de rôle en cours de validité avec la mention Néant ou calendrier de paiement.
 - Attestation de mise à jour CNAS + CASNOS + CACOBATH en cours de validités.
 - Extrait de casier judiciaire
- 8) **Capacités techniques :**
 - La liste des références professionnelles appuyée par des attestations de bonne exécution délivrée par des services contractants publics.
 - Moyens humains justifiés par les diplômes de l'encadrement prévu pour le projet et les copies des attestation d'affiliation à la CNAS en cours de validités.
 - Moyens matériels justifiés par les cartes grises au nom de l'entreprise avec l'assurance en cours de validité, et les factures d'achat, PV d'expert agréé valide de l'année en cours.

B- L'offre technique :

- 1) une déclaration à souscrire, (selon model ci-joint) daté, signée et paraphé
- 2) le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepte »
- 3) Mémoire technique justificatif
- 4) Planning d'exécution des travaux ne doit pas dépassé les deux 02 mois
- 5) Tous documents permettant d'évaluer l'offre techniques

C-L 'offre Financière :

- 01-La lettre de soumission, (selon model ci-joint)
- 02-Le bordereau des prix unitaires BPU dument renseignée en chiffre et en lettres daté et signé par le soumissionnaire
- 03-Le détail quantitatif et estimatif des travaux DQE, dument renseignée en chiffre et en lettres daté et signé .

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention suivante :
A Monsieur Le Président De L'APC D'el Kerma N'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'Evaluation des offres

2EME Avis Après infructuosité de l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 253102025

Travaux d'aménagement des trottoirs coté RN 2A -1150 ML Commune El Kerma, Les offres doit être déposé au secrétariat générale APC el kerma, La durée de préparation des offres est fixée à dix 10 Jours A compter de la 1ère journée de la publication du présent avis dans les journaux ou bomop, La date et l'heure limite de Dépôt des offres, correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 11-00 ; les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis Qui aura Lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 11h00 Au siège De la commune el kerma, la durée de validité des offres et de 90 jours.

à compter de la date De dépôt des offres.
El Kerma Le 2025-07-17

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale

ANEP N° 2531010203 Le Quotidien d'Oran 17/07/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة السكن و العمران و المدينة
مديرية التجهيزات العمومية
ولاية وهران

MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
WILAYA D'ORAN

NIF :099831019295905

AVIS D' ATTRIBUTION PROVISOIRE DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE CAPACITES MINIMALES N°15/2025

Travaux des Chauffage des écoles primaires de la wilaya d'Oran
Travaux de fourniture et pose appareils chauffage Central)
Lot N°28 : Commune de Bethioua (02)
Lot N°31 : Commune de Ain El Turck (02)
Lot N°33 : Commune de Ain El Turck (04)

En application de l'article 82 / 2 du décret présidentiel N° 15/247 du 16-09/2015 concernant code des marchés publics et delegatin de service public, la direction des équipements publics de la Wilaya d'Oran , suis l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres N°15/2025 cite en haut lance en date du 27-02-2025 en langue arabe et étrangère , Après séance d'analyse et d'évaluation des technique et financieres,il a été convenu ce que suit :

lots	ENTREPRISE	Montant de laSoumission	Montant après Correction	DELA I	OBSERVATION
Lot N°28 : Commune de Bethioua (02)	ETB :DJAHAF MOHAMED NIF : 178310114758211	6 987 144.50 DATTC	7 037 124.50 DA TTC	20 Jours	Offre moins disant
Lot N°31 : Commune de Ain El Turck (02)	ETB :EURL VALMY NIF : 001331011352891	9 049 878.60 DA TTC	9 049 878.60 DA TTC	02 Mois	Offre moins disant
Lot N°33 : Commune de Ain El Turck (04)					Lot Infructueux

Conformement de l'article 82 / 2 du décret présidentiel N° 15/247 du 20-09-2015 portant reglementation des marchés publics et delegatin de service public, modifié et complété,tout soumissionnaire contestant le choix opie par le service contractant peut introduit un recours aupres de la commission des marchés publics de la Wilaya d'Oran dans les 10 jours qui suivent la publication du present avis d'attribution dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Conformement de l'article 82 / 2 du décret présidentiel N° 15/247 du 20-09-2015 portant reglementation des marchés publics ,les entreprise sont invitees au cours des trois jours suivent la parution du present avis d'attribution public a se rapprocher de la direction des équipements publics de la Wilaya d'Oran a fin de connaitre le resultat de d'évaluation des technique et financiere.

Le Directeur

ANEP N° 2531010362 Le Quotidien d'Oran 17/07/2025

République démocratique populaire d'Algérie
Ministère de l'Enseignement Supérieur Et 'de la Recherche scientifique
Office national Œuvres de l'Universitaires
Direction des Œuvres de Universitaires EL-BAYADH

Modification de l'avis d'emploi n° 2531009875 paru dans le journal Le Quotidien d'Oran le 07/02/2025

la Direction des Œuvres Universitaires EL-BAYADH organise un concours pour le recrutement dans les grades suivants :

Grades	Nombre de postes	Mode de recrutement	Titres et diplômes exigés
ingénieur d'Etat en informatique	01	Concours sur titre	les candidats handicapés titulaires d'un diplôme ingénieur d'Etat ou master en informatique ou d'un titre reconnu Equivalent

Les personnes intéressées à participer à soumettre leurs applications au profit département ressources humaines au niveau de Direction des Œuvres Universitaires EL-BAYADH.

Configurez le fichier suivants

- 01- Une demande écrite de participation aux concours, datée et signée (adresse complète et numéro de téléphone).
- 02- une formulaire de renseignements à remplir par le candidat.
- 03- Une copie du diplôme ou du certificat requis, accompagnée d'un relevé de notes relatif au parcours académique ou de formation.
- 04- Une copie de la carte nationale d'identité.
- 05- Une copie du document prouvant le service militaire.
- 06- Une copie de la carte d'invalidité (handicap)

Les candidats retenus doivent compléter leur dossier d'emploi avec les documents suivants avant d'être nommés :

- Carte de séjour, (résidence)
- Un extrait d'acte de naissance.
- Deux certificats médicaux (médecine générale et pneumologie) prouvant les qualifications du candidat pour le poste.
- Deux (02) photos d'identité.

Outre les documents mentionnés ci-dessus, les dossiers des candidats admis au concours sur certificat doivent notamment comprendre les éléments suivants :

- Des certificats de travail attestant de l'expérience professionnelle acquise par le candidat dans la spécialité, accompagnés d'une attestation d'affiliation délivrée par la Sécurité sociale, pour l'expérience professionnelle acquise dans le secteur privé, si nécessaire.
- Une attestation justifiant de la durée des travaux effectués par le candidat dans le cadre de contrats du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale des diplômés, en qualité d'entrepreneur, si nécessaire.
- Un document prouvant une formation complémentaire supérieure au certificat ou à la qualification requise pour participer aux concours de la même spécialité, si nécessaire.
- Un document prouvant les travaux ou études effectués par le candidat dans la même spécialisation, si nécessaire.
- Certificat Familial pour les candidats mariés.
- Un document prouvant l'excellence du candidat dans sa classe, si nécessaire.

Les périodes relatives au service national, au maintien au-delà de la durée légale et au rappel sous les drapeaux sont approuvées dans le cadre de la mobilisation prévue à l'instruction n° 10 pour le candidat concerné, à condition qu'il présente les pièces justificatives qui sont :

- Un extrait de l'avis de radiation des rangs de l'Armée Nationale ou de cessation définitive de service dans les rangs de l'Armée Nationale Populaire, ou une copie du document justifiant des périodes de rappel dans le cadre de la mobilisation prévues par la réglementation en vigueur.
- Une attestation de non-perception d'une pension militaire délivrée par la caisse régionale de retraite militaire compétente dans la région.

La date limite de réception des candidatures est fixée à 15 jours ouvrables, du 2 au 22 juillet 2025, à la Direction des Œuvres universitaires à El Bayadh.

Remarque : Les dossiers incomplets ou reçus après la date limite d'inscription ne seront pas pris en compte

ANEP N° 2531010408 Le Quotidien d'Oran 17/07/2025

Une école qui pense ou une société qui sombre

L'urgence critique en Algérie

«L'école peut être un espace de dressage ou un lieu d'émancipation. Tout dépend du choix que nous faisons», *L. Oukaci*

Par Lounis Oukaci*

QUELLE ÉCOLE VOULONS-NOUS POUR L'ALGÉRIE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN ?

Face à cette question, qui revêt des dimensions politiques, éducatives et civilisationnelles, notre société semble éprouver des difficultés à fournir une réponse claire. Les enjeux – qu'ils soient climatiques, géopolitiques, numériques ou identitaires – indiquent que le destin d'une nation ne se détermine plus uniquement au sein de ses institutions économiques ou diplomatiques, mais réside principalement dans ses établissements scolaires. Comme l'a déjà souligné Edgar Morin (2000), «la mission première de l'école est de préparer à affronter l'incertitude du monde». Cependant, l'école algérienne, en dépit des efforts significatifs déployés en matière de scolarisation et d'infrastructures, demeure ancrée dans une logique pédagogique issue du passé colonial et du centralisme jacobin qui a prévalu après l'indépendance (Brahimi, 1991 ; Bourdieu & Passeron, 1970). Le modèle dominant est encore celui d'une transmission verticale, autoritaire, dogmatique : l'enseignant comme détenteur du savoir ; l'élève comme récipient à remplir.

C'est une école dans laquelle l'on apprend à obéir plus qu'à penser, à répéter plus qu'à interroger, à réussir un examen plus qu'à comprendre un problème. Une école où la pensée critique est confondue avec l'insolence, le doute avec l'instabilité, l'analyse avec le désordre. Comme l'a écrit Paulo Freire dans *Pédagogie des opprimés* (1974), «une éducation qui ne libère pas, domestique». Ce modèle, fondé sur la peur de l'erreur, l'obsession du contrôle et le culte de la discipline, n'est pas seulement inadapté au XXI^e siècle : il est dangereux. Il fabrique des générations vulnérables au complotisme, à la manipulation idéologique, au fanatisme, ou à l'apathie civique. Il forme des exécutants dociles, mais pas des citoyens capables de délibérer, de douter, de proposer, de créer (Michaud, 2012). Dans une ère dominée par l'intelligence artificielle, les flux d'information massifs, les conflits cognitifs et les guerres culturelles, former à penser est devenu un impératif stratégique. Comme le souligne Martha Nussbaum (2010), «la survie même de la démocratie repose sur la capacité à raisonner de manière critique et à se mettre à la place de l'autre». Aujourd'hui, l'école algérienne prépare davantage à la soumission qu'à la souveraineté intellectuelle. Il est donc urgent – non pas seulement de réformer les programmes – mais de repenser en profondeur la finalité de l'éducation : voulons-nous des élèves conformes ou conscients ? Des diplômés techniques ou des esprits libres ? Une société disciplinée ou une société pensante ? À cette croisée des chemins, la refondation de l'école n'est pas une option : c'est une nécessité nationale.

UNE PÉDAGOGIE DU SILENCE ET DE LA RÉPÉTITION : UN DANGER POUR LA NATION

Dans la majorité des établissements scolaires algériens, la pédagogie dominante reste verticale, transmissive et autoritaire. L'enseignant est perçu comme l'unique détenteur du savoir, et l'élève comme un simple récipient, censé écouter, mémoriser et restituer sans questionner. Ce modèle hérité – à la fois du colonialisme éducatif et du centralisme bureaucratique postindépendance – asphyxie la pensée critique. Dans cet univers pédagogique, la parole critique est souvent assimilée à de l'insolence. Le débat, rare ou inexistant, est perçu comme une menace à l'ordre de la classe. Quant à l'erreur, au lieu d'être valorisée comme un levier cognitif essentiel à l'apprentissage (Piaget, 1974 ; Astolfi, 1997), elle est stigmatisée, parfois publiquement, comme une faute à sanctionner. Ce modèle n'est pas seulement inefficace à long terme – il est profondément dangereux. Car il produit :

- des esprits privés de l'habitude de douter, de questionner, de confronter les idées ;
- des individus démunis face aux discours manipulateurs, qu'ils soient politiques, religieux ou numériques ;
- des générations incapables d'exercer leur citoyenneté avec lucidité, et donc enclines soit à la soumission aveugle, soit au repli désabusé.

En d'autres termes, cette pédagogie du silence et de la répétition ne prépare ni à la liberté ni à la responsabilité, mais à l'obéissance et au conformisme.

Des pédagogues comme Paulo Freire, dans *Pédagogie des opprimés* (1970), ou plus récemment Philippe Meirieu et Jean Houssaye, ont démontré que l'absence de pensée critique à l'école ouvre la voie à toutes les formes de domination. En Algérie, cela signifie aussi un terrain fertile pour les dérives identitaires, le fanatisme religieux ou l'ultra-consumérisme apolitique. Il est urgent de réhabiliter l'erreur, la parole, le débat, le doute, l'expérimentation dans nos classes. Sans cela, nous formons des esprits obéissants, mais vides, dociles, mais fragiles, diplômés mais désorientés.

LE PARADOXE ALGÉRIEN : UNE SOCIÉTÉ VIVE, UNE ÉCOLE FIGÉE

Il est frappant de constater le décalage croissant entre la vitalité sociale du peuple algérien et l'immobilisme structurel de son école. Dans un pays où l'on débat passionnément sur les places publiques, sur les réseaux sociaux, dans les cafés, les maisons ou les stades, l'espace scolaire reste figé dans des logiques pédagogiques héritées du siècle dernier : verticalité, autoritarisme, valorisation exclusive de la mémoire, rejet de la parole critique. Ce paradoxe n'est pas anodin. Il révèle une fracture entre une société vivante et un système éducatif figé, qui peine à accompagner, encore moins à anticiper, les mutations intellectuelles, culturelles et politiques du pays.

Pourquoi cette inertie ? Parce qu'introduire la pensée critique à l'école, c'est accepter de renoncer au monopole du savoir, de partager l'autorité intellectuelle, de transformer l'élève en sujet pensant. C'est faire le choix d'une école démocratique, dans laquelle les élèves ne se contentent plus d'absorber, mais questionnent, argumentent, débattent. Or, la critique fait peur, car elle oblige à ouvrir des espaces d'interprétation, à assumer la pluralité des points de vue, à désacraliser l'inafaillibilité du maître. Dans une société encore traversée par les séquelles du colonialisme – c'est-à-dire la peur du désordre, de l'instabilité, du morcellement identitaire – toute remise en cause de l'autorité est soupçonnée de menacer l'ordre social (Bourdieu & Passeron, 1970 / ; Fanon, 1961).

Ainsi, la stabilité est souvent confondue avec l'immobilisme. L'école devient alors le lieu du contrôle social, de la reproduction, de la neutralisation des tensions – et non celui de la réflexion critique. Le philosophe Frantz Fanon dénonçait déjà cette « peur du chaos » comme un héritage des structures coloniales autoritaires, qui sacrifiait le débat à la discipline et la lucidité à l'obéissance (Fanon, *Les damnés de la terre*, 1961). Mais dans un monde fracturé, incertain et multipolaire, maintenir une école qui refuse la critique revient à produire une jeunesse désarmée. Une école sans pensée critique est une fabrique de vulnérabilités intellectuelles et politiques. Loin d'être une menace, la critique est aujourd'hui une condition de la survie collective : elle est le vaccin contre la manipulation, le fanatisme, la désinformation. Et refuser d'enseigner à penser, c'est livrer une génération entière à l'obscurité du prêt-à-penser.

LA CRITIQUE N'EST PAS LA SUBVERSION

Il est urgent de le rappeler : la pensée critique n'est pas une menace pour l'ordre social, mais bien une condition de sa consolidation dans la durée. Ce n'est ni une idéologie, ni une rébellion, ni un luxe académique. C'est une nécessité éducative et démocratique. Une société qui ne sait pas former ses membres à penser par eux-mêmes devient fragile face aux extrémismes, à la manipulation, aux discours populistes ou religieux radicaux, qui prospèrent là où l'on n'a pas appris à interroger, à comparer, à douter. Dans ce sens, Paulo Freire soulignait que l'éducation peut soit reproduire l'oppression, soit initier à la liberté, selon qu'on la pense comme transmission passive ou comme dialogue critique (Freire, 1970). Or, dans une école où l'on confond critique avec insolence, et remise en question avec menace, on étouffe la conscience au lieu de la former. La pensée critique, telle que définie aujourd'hui par les organisations internationales comme l'UNESCO ou l'OCDE, est une compétence clé du XXI^e siècle : c'est savoir lire entre les lignes, croiser les sources, distinguer faits et opinions, résister à la désinformation, argumenter sans violence, douter sans sombrer dans le relativisme. En bref, c'est une pédagogie de la lucidité, du discernement, de la responsabilité intellectuelle. Elle n'a rien de subversif, sauf pour ceux qui ont peur du débat ou qui craignent de perdre le monopole de l'interprétation. Car apprendre à penser, c'est se former à vivre en société, dans un monde complexe, incertain, numérique, pluriel. C'est aussi – et surtout – se préparer à devenir un citoyen actif, lucide, capable de juger, de choisir, de participer sans être asservi. Il ne s'agit donc pas de « former des élèves contre la société », mais de leur donner les moyens d'y participer en conscience. Comme le résume Michel Tozzi, la pensée critique est l'art de ne pas croire n'importe quoi, n'importe comment, de n'importe qui (Tozzi, 2001).

UNE URGENCE POLITIQUE, PAS SEULEMENT PÉDAGOGIQUE

Réformer l'école algérienne pour y intégrer la pensée critique n'est pas un simple ajustement technique du curriculum. C'est une urgence politique, nationale, civilisationnelle. Car aucun projet de développement durable – économique, technologique, culturel ou institutionnel – ne peut s'épanouir sans citoyens formés

à penser par eux-mêmes, capables de juger, de délibérer, de contester avec rigueur, et de construire ensemble des choix collectifs éclairés. La pensée critique est le cœur battant d'une démocratie vivante. Elle ne sert pas qu'à mieux comprendre le monde, elle sert à le transformer de manière responsable. Sans elle, on fabrique non pas des bâtisseurs, mais des exécutants / non pas des citoyens, mais des sujets. Une école sans critique produit une élite technocratique, obéissante, parfois brillante techniquement, mais incapable de remettre en question les logiques injustes, les normes absurdes ou les structures obsolètes.

L'Algérie d'aujourd'hui a besoin d'ingénieurs, de médecins, de juristes, de chercheurs, bien sûr. Mais elle a surtout besoin de créateurs, de penseurs, de médiateurs sociaux, d'intellectuels enracinés et engagés. Une société qui avance sans critique avance peut-être plus vite, mais vers l'abîme. Comme le rappelait Edward Saïd, l'intellectuel est celui qui s'efforce d'être une voix de vérité face au pouvoir, non pas au service du pouvoir (Saïd, 1994). Ce qui est en jeu ici, c'est la nature même du contrat social et de l'avenir national. Dans un monde où l'intelligence artificielle menace de remplacer les compétences mécaniques et où l'information est massive, mais souvent biaisée, le seul avantage stratégique d'une nation sera la lucidité collective de ses citoyens. Ne pas faire de la pensée critique une priorité, c'est compromettre la souveraineté intellectuelle et politique du pays. C'est prolonger une école coloniale dans ses formes, même après avoir recouvré l'indépendance politique. C'est, au fond, accepter une indépendance inachevée.

CONSTRUIRE UNE PÉDAGOGIE CRITIQUE ENRACINÉE

Penser une école algérienne ouverte à la pensée critique ne signifie pas importer passivement des modèles éducatifs venus d'ailleurs, mais bien concevoir une pédagogie critique enracinée, c'est-à-dire contextualisée, située, profondément algérienne dans ses références, ses langues, ses imaginaires et ses aspirations. Cette pédagogie ne doit ni rejeter la tradition, ni sacraliser la modernité. Elle doit s'inspirer à la fois d'Ibn Rochd et de Paulo Freire, de la sagesse des anciens et des apports des sciences contemporaines de l'éducation. Elle doit reconnaître la valeur éducative des proverbes kabyles, chaouis, mozabites ou sahariens autant que celle des débats philosophiques modernes, en passant par les récits de Mouloud Mammeri ou de Kateb Yacine, et les approches pédagogiques de Maria Montessori, Célestin Freinet ou Michel Tozzi.

QUATRE PILIERS CONCRETS DE CETTE PÉDAGOGIE CRITIQUE ALGÉRIENNE

1. Une formation des enseignants repensée en profondeur

Il ne suffit pas de dispenser des cours de didactique. Il faut former des éducateurs capables de penser la connaissance, de comprendre l'histoire des savoirs, de maîtriser l'éthique de la discussion, et d'accueillir l'incertitude. Une véritable formation critique des enseignants devrait inclure :

- une épistémologie critique : pour questionner la nature, la légitimité et l'histoire des savoirs ;
- une formation au débat et à l'argumentation ;
- une culture des droits de l'élève et du dialogue éducatif.

2. Des ressources didactiques ouvertes, plurilingues et contextualisées.

Le manuel scolaire unique et rigide ne peut suffire à nourrir l'intelligence critique. Il faut :

- des textes multiples et croisés (scientifiques, littéraires, philosophiques, poétiques, populaires) ;
- des documents visuels, oraux, numériques ;
- une ouverture à la pluralité des langues : arabe,

Références citées :

- Bourdieu, P., & Passeron, J.-C. (1970). *La reproduction*. Éléments pour une théorie du système d'enseignement. Éditions de Minuit.
- Brahimi, M. (1991). *L'école algérienne entre tradition et modernité* ENAL.
- Freire, P. (1974). *Pédagogie des opprimés* Éditions Maspero.
- Morin, E. (2000). *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*. UNESCO.
- Nussbaum, M. (2010). *Not for Profit: Why Democracy Needs the Humanities*. Princeton University Press.
- Michaud, O. (2012). *Former l'esprit critique à l'école*. De Boeck.
- Piaget, Jean (1974). *L'épistémologie génétique*. PUF.
- Freire, Paulo (1970). *Pédagogie des opprimés*. Paris : Maspero.
- Meirieu, Philippe (1996). *Le choix d'éduquer. Éthique et pédagogie*. ESF.
- Houssaye, Jean (2000). *Le triangle pédagogique*. ESF.
- Bourdieu, P. & Passeron, J.-C. (1970). *La reproduction*. Éléments pour une théorie du système d'enseignement. Paris : Éditions de Minuit.
- Fanon, Frantz (1961). *Les damnés de la terre*. Paris : Maspero.
- Freire, Paulo (1970). *Pédagogie des opprimés*. Paris : Maspero.
- UNESCO (2021). *Reimagining our futures together: A new social contract for education*. Paris : UNESCO.
- Freire, Paulo (1970). *Pédagogie des opprimés*. Paris : Maspero.

amazighe, français, anglais – comme richesse cognitive et non comme menace identitaire.

3. Un changement radical du statut de l'élève

L'élève ne peut plus être conçu comme un récipient vide. Il est un sujet pensant, un apprenant actif, un partenaire du savoir, non un simple exécutant de consignes. Cela suppose de :

- reconnaître le droit à l'erreur comme levier d'apprentissage ;
- encourager l'initiative, la parole, le questionnement ;
- valoriser les productions personnelles, les projets collaboratifs, la coconstruction du sens.

4. Une revalorisation du dialogue en classe

Le cœur de la pensée critique, c'est le dialogue structuré. Cela signifie :

- instaurer des ateliers de débat argumenté (comme le propose Michel Tozzi avec la Discussion à Visée Philosophique – DVP) ;
- pratiquer l'analyse croisée de textes, d'images, de vidéos, d'œuvres d'art ;
- ouvrir des espaces de lecture critique de l'actualité ;
- développer des pratiques pédagogiques coopératives (Freinet, Vygotski) où l'élève apprend avec et par les autres.

PENSER DEMAIN COMMENCE AUJOURD'HUI

Dans dix ou vingt ans, l'Algérie sera ce que nous aurons fait de son école. Car demain ne commence ni dans les ministères, ni dans les forums diplomatiques, mais dans les classes d'aujourd'hui. Et ce monde de demain, il est déjà là.

- Un monde où les intelligences artificielles écrivent, corrigent, traduisent, évaluent.
- Un monde où l'information circule à la vitesse de la lumière, mais où la vérité devient floue.
- Un monde où les réseaux sociaux façonnent les émotions collectives, souvent plus que les institutions.
- Un monde où les guerres ne sont plus seulement militaires, mais aussi numériques, cognitives, symboliques, idéologiques.
- Un monde où celui qui ne sait pas lire entre les lignes devient esclave des algorithmes.
- Un monde où les opinions sont massivement influencées par des récits invisibles, des images virales, des biais cognitifs habilement exploités.
- Un monde où les enfants doivent apprendre à douter intelligemment, à croiser les sources, à débattre sans se haïr, à choisir sans subir.

Ce monde-là exige des citoyens lucides, critiques, responsables. Il ne pardonnera pas les pédagogies du silence.

La pensée critique n'est pas un luxe. Elle est une condition de survie dans l'univers numérique, un bouclier contre la manipulation, une boussole dans le brouillard idéologique. Former à la critique, c'est former à la liberté dans un monde qui tend à la standardisation des esprits. Il est temps de quitter la pédagogie de l'obéissance – celle qui forme à la soumission, au silence, à la crainte de l'erreur – pour construire la pédagogie de la conscience, celle qui éveille, qui questionne, qui libère. Oui, la critique peut déranger. Mais l'aveuglement, lui, détruit. L'école algérienne peut choisir de préparer des exécutants pour un monde disparu ou des penseurs pour le monde à venir. Alors, la vraie question n'est plus « faut-il changer l'école ? », mais « oserons-nous former des enfants capables de penser dans un monde incertain ? » Quelle école voulons-nous ? Et surtout : quel peuple voulons-nous devenir ?

* Professeur en Sciences de l'éducation
Université Constantine 2

- Tozzi, Michel (2001). *Former à une pensée critique*. Lyon : Chronique Sociale.
- UNESCO (2021). *Reimagining our futures together: A new social contract for education*. Paris : UNESCO.
- OCDE (2018). *The Future of Education and Skills 2030*. OECD Publishing.
- Said, Edward W. (1994). *Representations of the Intellectual*. New York : Vintage Books.
- UNESCO (2021). *Reimagining our futures together: A new social contract for education*.
- Nussbaum, Martha C. (2010). *Not for Profit: Why Democracy Needs the Humanities*. Princeton University Press.
- Sen, Amartya (1999). *Development as Freedom*. Oxford University Press. Pour le prix Nobel, le développement ne peut être réduit à la croissance économique / il passe par l'expansion des capacités critiques et délibératives des individus.
- Freire, Paulo (1970). *Pédagogie des opprimés*. Paris : Maspero.
- Ibn Rochd (Averroès). *Discours décisif*. XII^e siècle.
- Tozzi, Michel (2001). *Former à une pensée critique*. Lyon : Chronique sociale.
- Montessori, Maria (1934). *L'enfant*. Paris : Desclée de Brouwer.
- Vygotski, Lev S. (1978). *Mind in Society*. Harvard University Press.
- Mammeri, Mouloud (1980). *La Colline oubliée et L'opium et le bâton*

Décharges sauvages en pied d'immeuble

Par Toufik Hedna

Livrer des logements neufs, c'est bien. Mais livrer un cadre de vie, c'est autre chose. En Algérie, les quartiers sortis de terre se dégradent dès les premières semaines.

Non par incivilité, mais parce qu'aucun cadre n'est prévu pour les usages, les transformations, ou la gestion des abords. Une analyse sobre et urgente du phénomène, à partir du cas de Bouinan.

Dans de nombreux quartiers nouvellement livrés à travers l'Algérie, un phénomène se répète avec régularité : l'apparition rapide de décharges sauvages aux abords des immeubles. Gravats, ordures ménagères, déchets de chantier s'accumulent dès les premières semaines suivant l'emménagement.

Le cas de Bouinan, dans la wilaya de Blida, est exemplaire. À peine les logements occupés, les transformations intérieures commencent. Les déchets sont évacués sans encadrement, dans un vide institutionnel total. En l'absence de dispositifs adaptés, les pratiques informelles s'installent et dégradent l'environnement dès le départ. Ce phénomène révèle un dysfonctionnement structurel : une production de logements pensée comme une fin en soi, sans gestion des usages, sans suivi post livraison, sans régulation de l'espace public.

UNE DÉGRADATION IMMÉDIATE DE L'ENVIRONNEMENT

Dès la livraison, les abords des immeubles se transforment en points de dépôts informels. Talus, accotements, vides entre blocs deviennent des lieux d'évacuation spontanée pour gravats, ordures ou restes de chantier.

Les premiers déchets proviennent des travaux d'aménagement intérieur réalisés par les habitants. À cela s'ajoutent les ordures ménagères, mal gérées faute de bacs ou de circuit organisé. Enfin, des transporteurs privés vien-

nent eux aussi se débarrasser de leurs matériaux dans ces zones laissées sans surveillance. Cette séquence - aménagement, production de déchets, absence de collecte - se reproduit systématiquement. Les espaces publics se dégradent avant même d'avoir été appropriés. Le phénomène n'est ni ponctuel ni accidentel : il est désormais récurrent et généralisé.

DES LOGEMENTS INACHEVÉS SUR LE PLAN TECHNIQUE

Les transformations menées par les habitants ne relèvent pas toujours du confort personnel. Elles s'expliquent souvent par les défauts des logements livrés. Finitions bâclées, équipements fragiles, revêtements bas de gamme obligent à intervenir dès l'emménagement.

Les sanitaires sont parfois inutilisables. Les peintures s'écaillent. La menuiserie est mal posée. Les raccordements électriques ou de plomberie présentent des anomalies. Cuisines exigües, pièces mal ventilées, organisation rigide : le plan type livré ne répond ni aux attentes, ni aux besoins.

En conséquence, les occupants engagent des travaux correctifs. Mais aucun dispositif n'est prévu pour en gérer les effets : pas de benne, pas de local de stockage, pas de service de collecte provisoire. Le chantier se déplace dans l'espace public, sans règle, sans encadrement.

UNE CULTURE GÉNÉRALISÉE DE LA TRANSFORMATION INDIVIDUELLE

Au-delà des défauts techniques, le réflexe de transformation est culturellement intégré. Le logement livré est perçu comme une enveloppe brute à personnaliser. Le cadre standardisé, conçu en série, ne répond pas à l'image que l'on se fait du « chez soi ».

Modifier, refaire, embellir devient une forme d'appropriation. Installer un faux plafond, changer les revêtements, poser une cuisine personnalisée : autant d'actions valorisées so-

cialement. Elles traduisent un besoin de distinction et d'amélioration symbolique.

Ce comportement individuel se développe en l'absence totale de régulation. Aucun règlement d'usage, aucune coordination entre voisins, aucun appui technique n'est proposé. Chacun agit seul, en dehors de toute logique collective. Les déchets générés s'accumulent aux marges du bâti.

UN VIDE INSTITUTIONNEL À TOUTES LES ÉTAPES

Ce désordre est directement lié à l'absence de gestion post livraison. Une fois les logements remis, les institutions se retirent. Les communes n'interviennent pas. Les directions de l'habitat et de l'environnement restent invisibles. Quant aux offices de gestion, ils ont disparu en Algérie, sans que leur vide ne soit comblé. Il n'existe aucune structure chargée de l'entretien ou de l'organisation des espaces communs, qu'ils soient intérieurs ou extérieurs. Ni cages d'escaliers, ni paliers, ni abords ne relèvent d'une autorité identifiée. L'espace commun est laissé sans statut, sans encadrement, sans responsabilité.

Ce vide ouvre la voie à toutes les dérives : dépôts sauvages, occupations abusives, abandon visible. Les services de propreté sont absents ou débordés, les circuits de traitement inexistants. Dans un espace sans règles, l'illégal devient toléré, puis normalisé. L'espace public est abandonné, sans usage collectif, sans autorité, sans entretien.

UNE SPIRALE DE DÉGRADATION SANS RETOUR

Une fois les dépôts installés, le phénomène s'auto-entretient. L'accumulation de déchets entraîne leur banalisation. Les riverains cessent d'utiliser les abords. Le quartier perd sa fonction sociale. L'espace public devient un terrain vague. Cette dégradation altère la perception du quartier, y compris pour les institutions. L'entretien se réduit, les réparations

se font attendre. L'APC ne répond plus. Le quartier, pourtant neuf, entre dans un cycle d'abandon. Le sentiment d'indifférence renforce le repli individuel. Le collectif disparaît. Il ne reste que des logiques privées. La décharge sauvage, en apparence secondaire, déclenche une chaîne de dysfonctionnements : perte d'usage, perte de valeur, perte de lien.

Conclusion : un système qui construit et se retire. Ce phénomène n'est pas un accident. Il est la conséquence directe d'un système qui construit, remet les clés... puis se retire. Le chantier n'est pas terminé, mais les habitants sont déjà installés. Les voiries sont souvent réalisées après l'occupation. Les déchets de chantier, tolérés tout au long du processus, restent sur place des mois, voire des années après la livraison. Personne ne revient les enlever. Personne ne rend de compte.

Pourquoi livre-t-on des logements dans cet état ? Pourquoi la question de la qualité n'est-elle jamais sérieusement posée ? Pourquoi continue-t-on à livrer un produit qui oblige les habitants à le refaire, pièce par pièce, dès leur entrée ? Et si cette transformation est devenue une norme culturelle, pourquoi ne pas livrer des logements volontairement « ouverts à l'aménagement », mais organisés, encadrés, équipés pour cela ? À l'inverse, si l'on refuse ces modifications, pourquoi aucun cahier des charges n'est imposé ? Pourquoi aucune règle ne fixe ce qui est autorisé ou interdit en matière de transformation ? Pourquoi l'urbanisme algérien accepte-t-il tout ce que le bâti subit, sans jamais fixer de limite ? Et surtout : où sont les gestionnaires, les communes, les services de suivi ? Pourquoi ne sont-ils jamais présents juste après la livraison ? Pourquoi ne prennent-ils le problème à bras-le-corps qu'une fois le désordre installé ? Cette absence d'anticipation et de contrôle est au cœur de la dégradation. Tant que ces questions resteront sans réponse, tant que les institutions refuseront de jouer leur rôle après la phase de construction, tant que les projets seront pensés sans usage, sans entretien, sans gestion, alors les décharges sauvages resteront notre première production urbaine.

*Conseiller en Architecture Urbaine

Repenser l'habitat rural au Sahara

Manifeste pour une souveraineté hydrique et alimentaire en Algérie

Par Ben Amara El Habib*

De la maison vivante à la stratégie nationale

Dans les vastes terres sahariennes, l'Algérie ne manque ni d'espace, ni de soleil, ni de savoirs ancestraux. Ce qui fait défaut, c'est une vision audacieuse, enracinée, capable de réconcilier l'humain avec le climat et la terre. Ce manifeste propose une réorientation profonde de notre rapport au désert : faire de l'habitat rural saharien non plus une charge, mais une chance. Un levier de souveraineté alimentaire, hydrique et écologique.

1. Habiter autrement : rompre avec les normes déconnectées

L'urbanisme saharien actuel repose sur des modèles importés, inadaptés au climat aride : logements en béton climatisés, parcelles standardisées, réseaux centralisés. Or, dans ces régions, une maison n'est pas qu'un toit : c'est un écosystème.

Elle abrite potager, élevage, arbres fruitiers, atelier, compost. Elle doit être productive, sobre, autonome.

Il est temps d'abandonner la logique du tout-raccordé. Un habitat bien conçu peut capter la pluie, traiter ses eaux, produire son

énergie et sa nourriture. Il ne s'agit pas d'un retour en arrière, mais d'un bond en avant vers la résilience.

Proposition clé : Adopter un Code de l'Habitat Saharien reconnaissant l'habitat comme unité vivrière, autonome et enracinée dans le climat local.

2. Eau, énergie, sol : vers des maisons-oasis
Chaque maison peut devenir un véritable écosystème régénératif. Il suffit d'intégrer des solutions déjà disponibles :

- **Eau** : collecte des pluies, phytoépuration, bassins d'infiltration
- **Énergie** : solaire, éolien, autonomie
- **Déchets** : compost, tri, recyclage
- **Agriculture** : jardins, vergers, élevage local
- **Architecture** : matériaux locaux, bioclimatisme, intégration paysagère

Ce modèle, à la fois moderne et ancestral, est l'expression la plus rationnelle face aux coûts d'infrastructures, à l'insécurité alimentaire et à la crise climatique.

Proposition clé : Créer une filière nationale de l'habitat saharien durable, mobilisant architectes, artisans, écologues et jeunes ruraux.

3. L'eau, semence de la régénération
Dans le Sahara, l'eau est rare, mais précieu-

se. Aujourd'hui, elle est gâchée : ruissellement, évaporation, évacuation rapide. Il faut inverser la logique : ralentir, infiltrer, faire circuler.

- **Réhydratation** : rigoles, haies, courbes de niveau, bassins
 - **Assainissement** : roseaux, jardins filtrants
 - **Urbanisme hydrologique** : planifier la ville selon les flux d'eau
- Proposition clé** : Intégrer l'hydrologie régénérative dans tous les projets d'habitat et d'urbanisme sahariens.

4. De la technocratie à l'État fertile
Les innovations sobres et adaptées existent. Mais elles se heurtent à des normes rigides, des administrations déconnectées, des cahiers des charges obsolètes. Il est urgent de passer d'un État de contrôle à un État de facilitation.

Proposition clé : Réformer les règlements, ouvrir les appels d'offres aux techniques écologiques, décloisonner les expertises, documenter les réussites locales.

5. Le Sahara : matrice d'un avenir commun
Le Sahara peut devenir un laboratoire de la transition écologique mondiale.

Ce territoire n'est pas stérile : il est porteur de savoirs hydrauliques, de jeunesse engagée, d'énergie solaire. Il peut inspirer une

nouvelle modernité : sobre, coopérative, autonome.

Proposition clé : Créer des « chantiers-écoles sahariens » où les jeunes se forment en régénérant leur territoire.

6. Une stratégie nationale à construire
Il faut maintenant transformer les expérimentations en politique publique cohérente :

- Cadre réglementaire favorable
- Formation des acteurs locaux
- Synergie inter-ministérielle
- Intégration des savoirs locaux et scientifiques
- Financement des projets reproductibles

Proposition clé : Lancer une Stratégie Nationale de Régénération des Territoires Sahariens.

Conclusion : l'heure de la bascule
Ce manifeste est un appel à l'insubordination constructive. Ne plus attendre que l'avenir vienne d'en haut, mais le bâtir dès maintenant, localement. En cultivant l'eau, en valorisant la terre, en formant la jeunesse, en construisant des maisons vivantes.

Le Sahara algérien peut devenir un phare. Il suffit de changer de regard, d'oser la souveraineté, de redonner sens au mot habiter.

Habiter, ici, c'est régénérer.

*Architecte

Marché parallèle des devises en Algérie

■ Absorption par le marché de change formel : une nécessité

Par Abderrahmane Chenini*

Voilà un problème que les experts nationaux et étrangers, les universitaires et les décideurs en Algérie n'arrivent pas à trouver, ou, du moins, à se mettre d'accord sur une solution idoine pour l'éradiquer, en dépit du fait qu'ils veulent tous voir sa disparition.

Ce problème leur donne le tournis, en raison de ses effets néfastes sur l'économie nationale, vu qu'il est un terreau favorisant l'accroissement et l'enracinement de l'économie informelle, sans parler du fait qu'il constitue une voie pour le transfert illégal des devises à l'étranger. Mais le plus important de tout cela, il constitue une menace très sérieuse pour la sécurité nationale. Car il représente une voie royale pour le crime international organisé (drogues, trafic de véhicules volés à l'étranger, traites humaines, achat d'armes, financement d'actes terroristes et autres actions subversives).

Parallèlement à ces gros inconvénients, il joue le rôle de soupape économique, une solution alternative pour tous ceux qui ont besoin de devises pour : financer leurs études, se soigner ou visiter des pays étrangers ; acquérir des véhicules neufs ou d'occasion ; l'achat par les entreprises privées, sur leurs comptes propres en devises, les intrants et les équipements nécessaires à leur fonctionnement à cause de leur inéligibilité au marché de change officiel, par le biais des organismes financiers. De par ce rôle, il est, de facto, une extension du marché officiel de change. Ce qui explique, en grande partie, le pourquoi de sa tolérance par les pouvoirs publics. Cependant et étant donné non seulement la profonde transformation de l'économie nationale, entamée par les hautes autorités du pays, mais aussi les enjeux y afférents, deux questions se posent : devons-nous continuer à tolérer l'existence de cet appendice du marché de change officiel ?

DANS LE CAS CONTRAIRE QUE DEVONS-NOUS FAIRE POUR L'ÉRADIQUER ?

Pour répondre à ces deux interrogations, il y a lieu, à mon avis, de peser le pour et le contre de l'existence d'un tel marché.

En effet, vu que l'existence de ce phénomène remonte à la fin des années 70 début des années 80 du siècle passé et que ses causes sont connues, il est plus intéressant, au lieu de s'attaquer à celles-ci (les causes), d'apprécier le coût d'opportunité de la tolérance de ce marché noir, en tant que soupape économique. Autrement dit, les solutions se trouvent dans l'analyse du pour et du contre de son existence et sa tolérance. Si les avantages à le préserver sont supérieurs à ses inconvénients, il y a lieu de le maintenir.

Dans le cas contraire, il devient vital, voire impérieux de mettre en place une stratégie pour le dissoudre, sans perturber trop le fonctionnement de l'économie nationale et sans mettre en danger les réserves de changes du pays.

Très succinctement, en termes de gains, les plus évidents sont ceux qui permettent aux citoyens, aux hommes d'affaires et aux entreprises du secteur privé de couvrir leurs besoins en devises sans recourir directement aux banques algériennes, donc, sans recourir aux réserves de change. Ces besoins sont multiples et variés, tels que : le financement des voyages touristiques à l'étranger ; les soins médicaux à l'étranger ; le financement des études et formations spécialisées dans les universités étrangères et autres instituts ; l'achat de véhicules neufs et d'occasions ; l'acquisition de machines et autres équipements sur propres comptes, etc.

Ces besoins sont nombreux et variés. Pour

les appréhender, et, donc, comprendre la nature de la demande sur ce marché, il est nécessaire de les regrouper en catégories ou en segment. Parmi ces besoins distincts, on peut citer, en premier lieu l'achat de devises par les citoyens pour passer des vacances à l'étranger, vu le faible montant de l'allocation touristique autorisée.

A cette catégorie de demandeurs, il y a lieu de rajouter ceux qui veulent poursuivre leurs études universitaires, suivre des formations spécialisées ou se soigner à l'étranger. Cette catégorie constitue un premier segment de ce marché parallèle.

Le deuxième segment est constitué des demandeurs de devises pour l'acquisition de véhicules neufs ou d'occasion à leur propre compte. L'existence de ce segment de ce marché permet de combler, plus ou moins, le déséquilibre du marché de l'automobile en Algérie, en attendant l'entrée en production de toutes les marques agréées par les pouvoirs publics.

Le troisième segment de ce marché parallèle est composé de la demande, qui émane des entreprises privées et des petits importateurs de « cabas », qui ne peuvent en aucun cas recourir au marché des devises officiel pour le paiement de leurs achats d'intrants, d'équipements et autres biens nécessaires à leurs exploitations.

Ces entreprises, bien qu'elles peuvent importer de l'étranger les biens et services qui leurs sont nécessaires, ne sont pas éligibles au marché de devises formel.

En l'absence d'études scientifiques, sérieuses, bien documentées, il est extrêmement difficile de chiffrer le montant total des transactions effectuées annuellement sur ce marché noir des devises et, encore moins, par segments de ce marché : achat et vente de devises pour voyages touristiques ; pour soins à l'étranger ; pour études et formations ; pour acquisition de véhicules neufs ou d'occasions ; pour achat d'intrants et équipements ; etc.

Cependant, un chiffrage, quoique approximatif, du volume de ces transactions peut être obtenu en ayant recours aux services des douanes algériennes. En effet, sur la base des avis de retraits des devises déposés par les voyageurs dans les guichets des douanes dans les aéroports, ports et postes frontaliers ainsi que les documents de dédouanement des biens et services importés, effectués par tous ceux qui entrent dans les deux derniers segments, un proxy peut être calculé pour ce montant total.

Ce qui donnera, par ailleurs, une idée sur les volumes de transactions effectuées dans chaque segment, et, par voie de conséquence, sur le total échangé sur ce marché. Mais une chose est certaine, c'est que ce volume total dépasse la dizaine de milliards de dollars US. Ce qui est important. En ce qui concerne les inconvénients, qui sont beaucoup plus pernicieux, vu qu'ils constituent un danger pour la sécurité nationale et la stabilité des institutions, sont nombreux et, pour la plupart de par leur essence même, invisibles.

Pour cela, certains d'entre eux passent sous les radars des services de sécurité. Par conséquent et contrairement aux premiers types de demandes, il est pratiquement impossible de mesurer leur volume total.

En ce qui concerne les inconvénients, qui sont beaucoup plus dangereux, leur désavantage fondamental est que ce marché favorise et facilite les crimes internationaux organisés, tels que : le trafic des drogues, la traite des êtres humains, le terrorisme, les actions subversives, le grand banditisme, etc. De par leur nature même, leur caractéristique principale est qu'ils sont invisibles, facilitant leur passage sous les radars des services de sécurité, malgré leur professionnalisme et leur vigilance. Ce qui peut porter atteinte à la sécurité nationale et, donc, à la stabilité des ins-

titutions nationales. En effet, étant donné que l'Algérie n'est pas productrice de drogues sous toutes ses formes, pour couvrir la consommation interne qui ne cesse de s'accroître, les gros dealers doivent l'importer de l'étranger, essentiellement du Maroc, de la France, de la Libye et des pays du Sahel. Pour cela, ils ont besoin de recourir à ce marché parallèle, pour payer en monnaies étrangères leurs achats et convertir le produit, en dinars algériens, de leur vente en devises étrangères et renouveler leurs opérations.

Il en est de même pour la traite des êtres humains autochtones, maghrébins ou venant de l'Afrique subsaharienne. Pour payer les passeurs, qui constituent des réseaux très bien organisés en Algérie et à l'étranger, les « harragas » doivent payer en devises leur traversée de la Méditerranée. D'où, beaucoup d'entre eux sont tenus de recourir au marché parallèle des devises. Les passeurs, pour blanchir leurs butins effectuent l'opération inverse, alimentant, en partie, ce marché, en vendant les devises acquises illégalement pour les convertir en dinars algériens et, par la suite, les blanchir dans l'immobilier, entre-autres.

Pour les services étrangers, qui visent sans relâche la déstabilisation de l'Algérie, pour exécuter leurs sombres opérations, ont besoin de recruter et de financer des agents autochtones. Ils auront besoin d'acheter des informations et des renseignements à l'intérieur du pays, etc. Pour se faire, ils doivent recourir à ce marché noir pour acquérir le dinar, vu qu'il n'est pas librement convertible. Même s'ils paient en devises, les agents recrutés sont tenus de recourir à ce marché pour convertir l'argent perçu en monnaie nationale. Le même phénomène se répète pour tous les autres crimes, ayant une relation directe ou indirecte avec l'étranger.

Toutes ces transactions sont très difficiles à quantifier, car elles sont soumises à la discrétion, voire au secret, condition sine qua none pour tromper la vigilance des services de sécurité et garantir leur réussite. D'où, de par leur nature, elles sont toutes invisibles. Mais leurs conséquences peuvent être incommensurables pour la sécurité du pays et la stabilité des institutions, sans parler des effets néfastes sur la société algérienne.

Par conséquent, en pesant le pour et le contre de l'existence de ce marché informel des devises, il est clair et évident que le contre l'emporte aisément. Car, il y va de la sécurité et de la stabilité de l'Algérie et de ses institutions, sans parler de leurs conséquences sociétales. Cette analyse démontre que le coût d'opportunité est largement en défaveur de la tolérance de marché informel des devises en Algérie.

Il est vrai que les pouvoirs publics ont mis et continuent de mettre en place tout un arsenal juridique pour lutter contre le blanchiment de l'argent sale. Mais cela reste insuffisant sans la résorption du marché parallèle des devises. Car ce marché est une échappatoire pour tous ceux qui alimentent ces fléaux néfastes pour le pays.

Pour toutes ces raisons vitales et capitales, il est impérieux de mettre en place rapidement une stratégie d'absorption de ce marché parallèle des devises par le marché officiel de change, en provoquant l'assèchement, de manière séquentielle, graduelle, étape par étape, de la demande des devises, qui s'exprime sur ses différents segments.

La solution préconisée, qui induira cet assèchement, se fera par la réduction progressive de la demande de devises sur ce marché jusqu'à sa disparition totale. En effet, l'existence de tout marché est engendrée par l'apparition d'une demande d'une commodité et, sa contrepartie, son offre, provoquant et facilitant son échange. Pour faire disparaître ce marché, il suffit de faire disparaître l'une de ses composantes : l'offre ou la de-

mande. Etant donné, dans ce cas, qu'il est extrêmement difficile, pour des raisons évidentes, d'agir sur son offre, il suffit de faire disparaître sa demande, pour que ce marché noir disparaisse de facto. Même si l'offre de cette commodité persiste.

Pour atteindre un tel objectif, compte tenu de la contrainte des réserves de change, il est nécessaire d'aborder ce marché informel des devises, non pas en tant qu'un tout, mais de manière segmentée. Autrement dit, l'approcher de manière séquentielle, en absorbant un segment de ce marché à la fois dans le marché officiel de change. D'où, l'intérêt de sa segmentation.

En effet, la solution, à mon humble avis, est d'orienter graduellement, au fur et à mesure, les demandes de devises de ces trois segments de ce marché informel, pour permettre, à la fin de ce processus, leur intégration totale dans le marché formel des devises. Ainsi dans une première étape, il a lieu d'assécher la demande de devise du premier segment, par la couverture de ce type de besoins, en autorisant l'achat des devises par les citoyens constituant cette première catégorie de demande. Ceci peut commencer par l'application sans délai de la décision du Conseil des ministres de valoriser l'allocation touristique à 750 euros.

Par cette mise en œuvre, une bonne partie de la demande sortira du marché parallèle des devises. Ce qui provoquera une première contraction de la demande. Ensuite, dans un délai relativement court, ne dépassant pas l'année, après leur évaluation approximative, les besoins des étudiants et des malades seront couverts. Ceci accentuera la contraction de la demande sur ce marché.

A la fin de cette première étape, qui ne peut être prolongée au-delà de trois ans, les autorités monétaires doivent mettre en œuvre la seconde étape, qui consistera à prendre en charge les besoins des entreprises privées et les petits importateurs de « cabas », en classant les priorités du nécessaire à l'accessoire par exemple. Leur éligibilité au marché officiel des devises permettra l'assèchement de la très grande majorité de la demande de devises, qui s'exprime sur le marché parallèle de cette commodité. Quant au dernier segment, celui des acquéreurs de voitures neuves et/ou d'occasion, cette demande disparaîtra d'elle-même avec l'interdiction de ce type d'importation dès que tous les constructeurs d'automobiles commenceront la fabrication de leurs modèles.

Il est bien entendu qu'un marché résiduel persistera. Mais à la longue, il s'éteindra vu qu'il ne sera pas suffisamment attractif pour attirer les offreurs de devises, en l'absence d'une demande suffisamment élevée pour maintenir ce marché en vie.

Toutefois, l'exécution de cette stratégie ne peut réussir, sans une réforme du marché de change¹, qui permettra de sortir de l'ornière imposée par le régime et le système de change choisis en Algérie. Réforme tant nécessaire, mais absente du package des réformes structurelles de l'économie nationale, pour sa renaissance.

Pour conclure, il devient urgent, compte tenu des enjeux sécuritaires et des défis pour assurer la stabilité de l'Etat algérien, de se pencher sérieusement sur cette question du maintien ou pas du marché noir des devises en Algérie et de mettre en œuvre, sans trop tarder, une stratégie efficace et efficiente pour l'éradiquer définitivement.

**Docteur d'Etat en Sciences Economiques,
Professeur des universités en retraite,
Ex-Doyen de faculté et ex-Vice-Recteur des
relations extérieures*

Note

1 - Voir article du même auteur, intitulé : « Réforme du marché de change : la grande bataille économique en Algérie » publié dans Le Quotidien d'Oran, le mardi 08 juillet 2025

Donald Trump, la diplomatie de l'humiliation : comment Kim Jong-un l'a retourné

Par Salah Lakoues

De retour à la Maison Blanche en 2025, Donald Trump impose un style diplomatique autoritaire, brutal, souvent humiliant pour ses partenaires. Il rabaisse ses alliés, méprise les chefs d'États africains, tente de dominer les dirigeants les plus fragiles. Mais un homme a su déjouer ce jeu : Kim Jong-un. Pendant que les autres baissaient la tête ou tentaient de résister, le leader nord-coréen a flaté Trump, manipulé son ego... et gagné du terrain. Ce théâtre de rapports de force cache une réalité plus profonde : le déclin du soft power américain, visible jusque dans les élites technologiques comme Elon Musk.

LA DIPLOMATIE DU MÉPRIS, MARQUE DE FABRIQUE DE TRUMP

Depuis son retour à la présidence en janvier 2025, Donald Trump a repris exactement là où il s'était arrêté : un style brutal, tourné vers l'image, la domination symbolique, le spectacle.

Pour lui, la diplomatie n'est pas un espace d'équilibre, mais une scène où il joue le rôle du « patron du monde libre ».

Il distribue les tapes dans le dos, les coups d'œil moqueurs, les interruptions publiques, les compliments empoisonnés. Ce n'est pas de la diplomatie, c'est un bras de fer permanent. Et dans ce jeu, plus personne n'est à l'abri.

Macron, Zelensky et les chefs d'État africains : humiliations en série Emmanuel Macron, affaibli politiquement, subit des gestes condescendants : interruptions, sourires sarcastiques, critiques à peine voilées sur l'état de la France. Trump le traite comme un vassal ingrat.

Volodymyr Zelensky, reçu en mai 2025 à la Maison Blanche, doit écouter Trump minimiser l'agression russe, l'interrompre, et parler en son nom. Le président ukrainien devient un figurant obligé de remercier « la générosité américaine ».

Mais c'est envers les dirigeants africains que l'humiliation atteint un sommet. Le 9 juillet 2025, Trump reçoit cinq chefs d'État à Washington :

Mohamed Ould Ghazouani (Mauritanie)
Bassirou Diomaye Faye (Sénégal)
Brice Clotaire Oligui Nguema (Gabon)
Umaro Sissoco Embaló (Guinée-Bissau)
Joseph Boakai (Libéria)

La rencontre devient un monologue promotionnel : Trump évoque les « bons amis deve-



nus riches en Afrique », sans poser de question, sans engagement stratégique. Les présidents sont rabaisés à des rôles de figurants, applaudissant un homme qui ne leur accorde ni respect, ni considération.

Kim Jong-un, le stratège qui a compris Trump. Contrairement aux autres dirigeants, Kim Jong-un n'a jamais affronté Trump. Il l'a flaté. Dès 2018, il comprend que l'ego de Trump est sa faiblesse. Il lui écrit des lettres « magnifiques ». Il organise des sommets grandioses.

Il met Trump au centre de la scène... et gagne du temps.

Pendant que Trump se félicite d'avoir « fait l'histoire », Kim ne démantèle rien. Il garde ses missiles, renforce son programme nucléaire et obtient ce que Pyongyang n'avait jamais eu : une reconnaissance internationale directe.

Kim l'a retourné, au sens politique du terme - avec méthode et efficacité.

La chronologie d'un retournement

2018 (Singapour) : premier sommet historique, promesse vague de dénucléarisation.
2019 (Hanoï) : échec brutal du sommet, Trump se retire.

2019 (Zone démilitarisée) : Trump devient le premier président américain à entrer en Corée du Nord.

2018-2020 : plus de 25 lettres échangées, que Trump appelle « lettres d'amour ». 2021-2024 : gel sous Biden.

2025 : retour de Trump. Kim envoie un message de félicitations. Un quatrième sommet est en préparation.

L'effet Kim... jusque dans l'OTAN

Ce que Kim a osé, d'autres aujourd'hui l'imitent. À la dernière réunion de l'OTAN (2025), même le secrétaire général Jens Stoltenberg adopte un ton étonnamment flatteur à l'égard de Trump, saluant son « leadership décisif » et promettant que « les Alliés sont à l'écoute ».

Un langage qui évoque moins la diplomatie entre égaux que la cour d'un monarque autoritaire.

Même les partenaires les plus proches comprennent qu'avec Trump, il faut flatter ou être humilié.

Le Sud global se détourne

Cette brutalité a un prix. Elle détruit ce qui faisait la force de l'Amérique : son pouvoir d'attraction.

Le monde n'est plus ce qu'il était en 1991. Les pays du Sud, d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, ne veulent plus être traités comme des subalternes. Ils observent. Ils notent les gestes, les mots, les humiliations. Et ils s'éloignent.

Les étudiants étrangers hésitent à venir. Les

intellectuels se tournent vers d'autres centres culturels. Les entreprises cherchent des partenaires en Chine, en Inde, au Brésil. Trump pense que l'Amérique impose encore sa loi. Mais ce qu'il impose aujourd'hui, c'est le dégoût.

Elon Musk : le symptôme de l'Amérique qui doute

Même Elon Musk, l'un des symboles du génie technologique américain, semble prendre ses distances.

Critique envers Washington, ouvertement attiré par les marchés asiatiques, hostile aux normes américaines, Musk incarne une élite qui ne croit plus au système qu'elle a pourtant dominé.

L'Amérique, sous Trump, n'inspire plus. Elle inquiète. Elle fatigue. Elle pousse à partir.

Le faux dur et les vrais stratèges

Trump pense imposer le respect par la force. Mais il sème l'humiliation, le cynisme, et le ressentiment.

Kim Jong-un l'a compris et a gagné. Les chefs d'État africains, eux, ont été rabaisés. Les alliés européens sont réduits au silence poli. Et les élites technologiques, elles, s'interrogent sur leur avenir.

L'arrogance n'est pas une stratégie. C'est le masque d'un empire qui doute.

Le Sud global dit non à la guerre des blocs

Alors que certains médias, à l'exemple - Journal de Montréal - présentent l'alliance sino-russe comme une menace existentielle, des voix s'élèvent dans le Sud global pour dénoncer une rhétorique de guerre qui cherche à restaurer la suprématie occidentale. Face aux tensions croissantes, la paix ne passera ni par les missiles, ni par les parapluies nucléaires, mais par le respect des souverainetés, le dialogue et un nouvel équilibre mondial.

• Pour un monde multipolaire de paix

Un récent article titrait sans nuance sur la menace sino-russe et les hésitations de Trump, suggérant qu'une guerre entre l'Occident et l'axe Pékin-Moscou serait inévitable.

Ce type de récit s'inscrit dans une logique ancienne, binaire, où le monde serait divisé entre « démocraties vertueuses » et « autocraties menaçantes ». Pourtant, cette grille de lecture ne correspond plus à la réalité géopolitique d'aujourd'hui. Elle ne fait que nourrir une rhétorique guerrière destinée à justifier la remilitarisation de l'Europe, la marginalisation des puissances émergentes et le maintien de privilèges stratégiques hérités de la guerre froide.

• L'axe sino-russe : une réalité instrumentalisée

Oui, la Chine et la Russie coopèrent. Mais croire qu'elles constituent un bloc homogène et agressif, prêt à déclencher un conflit mondial, est une exagération stratégique.

La Chine n'a pas soutenu militairement la Russie dans la guerre en Ukraine. Elle reste prudente, car sa puissance repose sur la stabilité des échanges internationaux. Quant à la Russie, elle n'est pas le prolongement militaire de Pékin. Leur coopération est une réaction à l'expansion de l'OTAN et à des sanctions économiques unilatérales, non un projet de domination globale.

• Le vrai enjeu : la fin d'un monde unipolaire

Ce qui inquiète les stratèges occidentaux, ce n'est pas tant une guerre réelle que la fin de leur suprématie mondiale. Depuis l'effondrement de l'URSS, les États-Unis et leurs alliés ont imposé unilatéralement leur vision du monde. Mais aujourd'hui, ce modèle est contesté non seulement par la Chine ou la Russie, mais par l'ensemble du Sud global, de l'Amérique latine à l'Afrique, en passant par l'Asie du Sud. Ces pays ne souhaitent pas un monde dominé par Pékin ou Moscou, mais un

monde multipolaire, où leurs voix comptent réellement, où la souveraineté est respectée, et où les décisions ne sont pas imposées par les seules puissances du G7.

• La guerre comme projet politique

L'article évoque la possible création d'un parapluie nucléaire franco-britannique, la militarisation des ports européens, et une hausse des dépenses militaires jusqu'à 5 % du PIB.

Ce sont des signaux inquiétants : l'Europe, au lieu d'agir en médiatrice, se prépare à la guerre.

Or, cette vision repose sur un postulat dangereux : que la guerre serait le seul moyen de préserver l'ordre international. Mais quel ordre ? Celui qui tolère les bombardements à Gaza ? Celui qui nie les revendications des peuples colonisés ou marginalisés ? Celui qui impose des sanctions à certains États tout en armant d'autres sans scrupules ? Ce deux poids deux mesures ne passe plus.

• Le Sud global ne sera pas le champ de bataille de l'Occident

Les peuples d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie ne veulent pas être entraînés dans une nouvelle guerre froide. Ils refusent d'être des pions dans une rivalité stratégique qui ne les concerne pas. Ils aspirent à la paix, au développement, à la coopération équitable.

Ils savent que ni la Chine, ni la Russie, ni l'Occident ne détiennent seuls la vérité ou la légitimité. La véritable alternative, c'est un multilatéralisme renoué, qui repose sur le dialogue, le respect mutuel, et la solidarité globale.

• Une conscience nouvelle émerge

Le Sud global n'est plus silencieux. Il s'est exprimé en refusant d'adhérer à des déclarations unilatérales sur l'Ukraine. Il l'a fait en dénonçant les crimes de guerre à Gaza. Il le fait chaque jour en construisant de nouvelles alliances, comme les BRICS élargis, l'Union africaine au G20, ou les accords de coopération Sud-Sud. Cette conscience mondiale ne veut pas détruire l'Occident, mais le ramener à la raison. À cette réalité que la domination n'est plus acceptable, que la guerre n'est plus soutenable, et que la paix ne se négocie pas avec des ogives nucléaires mais avec de la justice et de l'humilité.

Face à ceux qui nous prédisent une guerre inéluctable contre la Chine et la Russie, nous répondons : la paix est possible. Mais elle ne viendra ni des missiles Patriot, ni des discours alarmistes, ni des anciens réflexes coloniaux. Elle viendra d'un monde rééquilibré, pluriel, humain. Le Sud global s'y engage pleinement - pour lui-même, et pour l'avenir de tous.

Salah Lakoues

Changer pour ne pas changer

■ Changement, transmission et (dis)continuité de l'expérience sociale

Par Derguini Arezki

Ire partie

A quelle culture appartenons-nous ? Nous tenons tous d'une certaine culture qui nous tient plus que nous la tenons. Chacun travaille ou se démène dans une culture déterminée. La culture est faite de partage d'expériences dont l'ensemble travaille et gravite autour d'un centre d'accumulation que constituent un certain nombre d'expériences. Travailler sa culture ce n'est pas s'enfermer dans un certain partage, c'est pouvoir partager avec le plus grand nombre d'expériences sans perdre sa trajectoire, son centre d'accumulation. C'est faire de son expérience une appropriation pertinente du monde. La culture c'est ce qui reste après que l'on ait tout oublié, dit une maxime. A quelle culture appartenons-nous, difficile donc à dire. A quelle culture voulons-nous appartenir, le propos est plus aisé.

Ce qui dure et s'accumule. Il faut changer pour ne pas changer. Car si dans un monde qui change, on ne peut pas ne pas changer, il reste à savoir ce qui persiste de nous dans le changement qui dure, s'accumule et se réinvestit. Ce qui dure, c'est la capacité même du réel à se transformer, d'une société à se transformer, du travail vivant à se réapproprier le travail mort. Le monde change, nous changeons avec lui, il nous prend autrement qu'il n'a pris ceux qui nous avaient précédés, nous le prenons autrement qu'ils ne l'avaient pris. Il sera toujours en nous et nous serons toujours en lui. Il pourrait bien nous vider de nos ressources et nous le vider de ses ressources. Nous nous tiendrons et serons tenus en lui et lui en nous. Probablement bien d'une façon et mal d'une autre. Le monde aujourd'hui maltraite bien des humains et bien des humains le maltraitent. Hier, il était enchanté par le progrès, demain est hanté par la crise climatique.

Il ne s'agit donc pas de faire semblant de changer (pour tromper) ou de changer pour changer, ce qui a plutôt cours et ce à quoi fait plutôt penser l'expression. On se trompe soi-même ou on perd le fil, le sens de son existence. Il s'agit de changer pour retrouver et reprendre les choix qui se sont imposés à ceux qui nous ont précédés, qui s'imposent à nous quoique l'on fasse, qui pourront être utilisés contre nous si nous les refusons. Il faut reprendre le passé dans nos choix présents afin qu'il en soit fait une force et non une faiblesse. Une partie du monde afro-asiatique est exposé à une stratégie de fragmentation.

Que reste-t-il de nous dans le changement ? Le changement révèle nos choix, la trajectoire que dessinent nos choix. Leur alignement fait notre trajectoire, leur incohérence notre désordre. Fernand Braudel définit la civilisation matérielle comme une série de choix matériels qui caractérise les sociétés, comme une trajectoire historique et matérielle. Ainsi par exemple, le « choix » d'une céréale plutôt qu'une autre, le riz, le blé ou le maïs va entraîner une série de choix distincts, va être le point de départ de trajectoires civilisationnelles différentes.

Il s'agit de changer pour ne pas rompre l'expérience sociale, lui permettre de s'accumuler, lui permettre de croître. Le changement révèle et efface. Il révèle ce qui a été partagé, les choix qui nous définissent. Il déploie des choix qui ont permis et exclu d'autres choix, des bifurcations qui se suivent, se prolongent. Car des existences se chevauchent (les générations) et partagent des choix, des choix autorisés par des choix anciens dont on n'a plus conscience, inscrits à même la vie matérielle, dans lesquels les nouveaux choix doivent s'inscrire. On peut parler de *dépendance à une trajectoire* comme certaines disciplines scientifiques parlent de dépendance au sentier (path dependence). La trajectoire étant définie par ce qui, de l'interaction continue de la société et de son milieu, dure dans l'histoire et se dépose dans le cours des choses. *Il s'agit de changer pour gagner en expérience, en savoir*, pour être plus fort dans un cours des choses lui-même renforcé plutôt qu'affaibli.

DE L'ACCUMULATION

Rappelons d'une part que c'est le savoir, le savoir-être et savoir-faire, que l'expérience accumule, que d'autre part, les habitudes sont des automatisations du savoir accumulé. Les choix anciens de la société sont devenus automatiques, ne relèvent plus de la conscience réfléchie, mais les nouveaux ne peuvent s'inscrire que dans leur mutuelle complémentarité. La société, comme machine sociale, écologique et technique est un système d'habitudes en constante évolution.

En vérité, mieux nous avançons dans le fu-

tur, mieux nous nous approprions le monde, mieux nous comprenons, nous nous approprions le passé. Mieux la trajectoire se laisse tracer et paraît sûre d'elle-même.

Nous avons acquis certaines dispositions lors de notre prime éducation. Les dispositions de notre milieu. Un milieu qui doit beaucoup à nos anciens milieux qui ont forgé comme un tempérament où l'amour d'apprendre est bien faible. Pour paraphraser Confucius, notre amour de la bonté est souvent obscurci par la sottise, celui du savoir par la vaine spéculation, celui de l'honnêteté par la naïveté mal dirigée, celui de l'audace par l'insubordination et celui de la rectitude du caractère par l'intransigeance. Et pour faire plus court, notre amour de la vérité fait peu de place à la patience, à l'endurance. Ceci pour ce que nous avons hérité et qui passe dans nos nouvelles conditions, en conséquence, notre amour de la vérité faiblit et notre impatience s'accroît.

LE MYTHE DE LA TABLE RASE

Dans le nouveau contexte de l'indépendance nationale, nous nous sommes rapidement empressés de combattre la privation et nous sommes empressés d'emprunter au monde les habitudes du nouveau contexte. La discontinuité entre les habitudes des anciennes générations et celles du monde qui nous attendaient était tellement grande. On a parlé de Révolution. On ne pouvait discuter, il fallait rompre. Mais comme du passé on ne peut pas faire table rase, du présent on ne peut pas chasser le passé, le monde et le passé se sont remis à se disputer, dans le meilleur des cas à discuter. Le mythe de la table rase nous a empêchés de penser, d'opposer les contextes et leurs habitudes, de chercher une continuité entre les anciennes et les nouvelles habitudes pour éviter une rupture avec nos aînés, une rupture de l'expérience sociale. Nous n'avions pas le temps de laisser l'ancien se transformer en nouveau. Les jeunes générations se sont portées devant les anciennes le temps d'une Révolution, devenues anciennes, elles se sont gardées de l'aventurisme des nouvelles. Retour de bâton.

D'un point de vue politique, le mythe a quand même été utile un temps. Il a permis à la société de se défaire d'une élite trop attachée au passé, au contexte colonial, et pas suffisamment attachée à l'avenir, au monde des États-nations qui nous attendait. La rupture consommée, le mythe a persisté en se renouvelant. Il a voulu substituer une histoire à une autre, une longue durée à une autre. Il a subsisté comme un voile jeté sur le passé, le passé précolonial. Le présent est ainsi resté coupé du passé, attaché à un contexte et ses habitudes, avant que le voile ne cède devant la quête des racines après que le présent, ayant échoué à trouver l'avenir, se mette à refluer.

Les habitudes postcoloniales ne remplissaient pas leurs promesses, elles n'avaient pas pu s'approprier le monde, l'indépendance politique n'avait pas été suivie de l'indépendance économique. De ne plus pouvoir aller de l'avant, le présent reflua vers le passé, à la quête de ses racines pour ne pas s'étioler et pouvoir repartir à la conquête du monde.

Ainsi en est-il du cours des révolutions qui rejettent d'abord un passé obstruant l'avenir, se met à se désapproprier d'un présent pour se réapproprier un passé, après que le présent se soit mis à obstruer l'avenir. *Le présent qui obstrue le passé dans sa quête d'avenir* doit changer pour que le passé puisse devenir un nouveau présent, pour que l'accompli puisse s'accomplir à nouveau. Passé, présent et futur sont des découpes abstraites du temps, lui-même découpe du mouvement, de certaines langues. Passé, présent et futur peuvent se penser en d'autres termes. Dans notre cas, en termes d'accompli et d'inaccompli. Un accompli qui doit s'accomplir dans le cours des choses afin que celui-ci puisse poursuivre son cours.

LA DÉPENDANCE AU SENTIER

Changer pour ne pas changer, c'est changer pour rester dans la dépendance de la cohérence des choix antérieurs. Lorsqu'une révolution semble rompre avec le passé, c'est avec un présent qu'elle rompt vraiment et non avec le passé comme longue durée. Une telle rupture peut sortir temporairement la société de son cours de longue durée, peut faire perdre ses marques à une société et l'entraîner dans un profond désordre. Mais elle ne peut pas sortir de la dépendance de ses choix anciens. Elle peut transformer ses habitudes, mais elle ne peut pas les rompre. La question est de savoir ce qu'il se fera de ces choix anciens, de ses anciennes habitudes, et dans quel état ils la porteront, la maintiendront ? *En privant le passé de sa quête d'avenir, l'accompli d'un nouveau accomplissement, le présent maintiendra la société dans un état*



qui n'est plus adapté au monde, l'accompli dans un non-accomplissement, le nouveau sans passé et sans avenir. Dans sa quête d'avenir, le passé se régénérera avec son immersion dans de nouvelles situations, s'actualisera au travers de nouvelles habitudes. Les anciennes habitudes se transformeront, muteront dans de nouvelles sans rompre la continuité de l'expérience sociale, sans sortir du sentier de leur dépendance.

Selon Fernand Braudel, une civilisation matérielle se définit par les choix de longue durée qu'une société opère – souvent de manière inconsciente ou contrainte – dans son rapport au monde matériel. Ces choix, cristallisés sur des siècles, forment une sorte d'ADN civilisationnel. On peut parler à sa suite de civilisations française, allemande ou anglaise, comme les résultats dynamiques jamais closes des interactions de sociétés et de leur milieu. Leurs différences tiennent moins à des essences qu'à des adaptations divergentes aux défis matériels. La « civilisation française » est pour lui une superposition de strates (romaine, chrétienne, monarchique, révolutionnaire...) où s'enchaîne un certain nombre de choix qui déterminent sa trajectoire.

IMITATION ET INNOVATION

Les nouvelles générations ont donc imité sans innover faute de pouvoir penser avec les anciennes le changement d'habitudes et de contexte. Innover aurait supposé que l'on définisse le nouveau contexte auquel l'on devait parvenir et les anciennes habitudes pour rechercher les habitudes à établir en mesure d'y conduire. Habitudes à acquérir étant donné nos propres habitudes. Ce que l'on peut faire renvoie nécessairement à nos habitudes et à leur transformation. Imposer un contexte et penser qu'il imposera ses habitudes, c'est faire abstraction des anciennes habitudes, c'est penser que les nouvelles se substitueront tout simplement aux anciennes, c'est ne pas prendre en considération leurs interactions. Et c'est finalement introduire une rupture dans l'expérience sociale.

Mais il est rare que pour la majorité d'entre les nouvelles générations, elles aient pu trouver un certain confort dans les habitudes empruntées qu'auront imposé les institutions du nouveau contexte. Seuls parmi elles ceux qui ont réussi à trouver le contexte approprié à ces habitudes ont pu trouver un certain confort. Certains iront le chercher dans le contexte auquel les habitudes ont été empruntées. Pour les autres, le résultat de l'imitation a été dans leur maturité un *constant inconfort* du fait du *non-appariement des habitudes et du contexte*. Ils n'avaient pas les bonnes habitudes, ils avaient des habitudes inadaptées au contexte, le contexte refusait de s'adapter à leurs habitudes.

Pour ne pas changer, il faudrait imiter pour innover. Car les habitudes imitées doivent s'appliquer à un contexte qu'elles ne supposent pas, ne portent pas. Il ne suffit pas de plaquer, d'appliquer des habitudes à un contexte pour le transformer. Car les habitudes sont faites pour un certain contexte, dès lors qu'empruntées elles ne trouvent pas ce contexte, elles engendrent un malaise. On emprunte des habitudes pour engendrer la situation qui leur convienne. Mais elles ne peuvent engendrer ce contexte que si elles s'adaptent au contexte qu'elles veulent transformer, en même temps qu'elles se transforment avec le contexte qu'elles veulent établir. *Les nouvelles habitudes doivent sortir des anciennes afin que le nouveau contexte sorte de l'ancien.* Situation et habitudes sont solidaires, pour passer d'une situation avec ses habitudes à une autre situation et ses habitudes, la transformation doit être simultanée. Leur ajustement est question d'équilibre, de bien-être du corps social. Il n'est pas politique, il est pratique.

Les habitudes d'une situation occidentale transportées dans une société postcoloniale commencent par créer un certain malaise. Car les habitudes importées ne trouveront pas l'environnement d'origine qu'elles supposent. L'imitation s'est portée sur les habitudes, elle a oublié le contexte dont elles ont été séparées. Et c'est ce malaise qui pousse à l'innovation : pour transformer la situation qui importe des habitudes en situation qui s'incorpore ces habitudes, il faut une transformation simultanée des habitudes et de la situation : transformation des anciennes habitudes en nouvelles habitudes, transformation de l'ancienne situation en nouvelle. Les habitudes sont le résultat d'un fonctionnement dans une situation, c'est l'établissement de cette situation qui peut donner les habitudes qui conviennent au fonctionnement de cette situation, les anciennes habitudes se mettant en quête d'une transformation en mesure de leur permettre de s'approprier la situation désirée.

Les habitudes importées ne doivent pas être le point de départ du processus d'imitation, mais un point d'arrivée probable, probable seulement. *Le point de départ ce sont les anciennes habitudes qui veulent s'approprier un nouveau contexte.* Elles vont devoir innover pour se l'approprier, c'est dans le processus d'appropriation que situation et habitudes seront produites. Copier les habitudes d'un contexte pour obtenir le contexte, met entre parenthèses le processus d'appropriation. S'attacher à s'approprier une situation dans le monde tel est le but des habitudes.

Nous transformons des situations, par nos habitudes nous nous les approprions et les conformons. Par ces appropriations de situations, nous nous situons dans le monde. Les habitudes importées nous indiquent ce que font, dans leur situation, ceux dont nous les avons importées. Une situation est toujours une situation de situations, une situation dans le monde. Nous ne faisons pas la même chose pour nous approprier deux situations différentes, toujours elles-mêmes situations dans le monde. En important des habitudes, en copiant des habitudes apparentées au contexte que l'on souhaite développer, on s'empêche de s'approprier correctement le monde. On saute par-dessus le processus de fabrication des situations et de leurs habitudes appropriées, on va directement à sa fin supposée, les bonnes habitudes. On suspend le processus de réflexion que pouvait engendrer le malaise occasionné par l'inadéquation des anciennes habitudes au nouveau contexte. *C'est au processus d'innovation qu'il revient de déterminer l'appariement du nouveau contexte et des nouvelles habitudes.* Nouveau contexte et nouvelles habitudes qui ne peuvent être déterminés a priori. Au terme du processus, de nouvelles habitudes se seront approprié un nouveau contexte, un nouveau contexte aura fabriqué de nouvelles habitudes.

Nous comparons souvent nos fonctionnements à ceux de la France, mais nous ne comparons pas les sites, l'écosystème de ces fonctionnements, nous ne rapportons pas ces fonctionnements à leurs performances. Nous sommes restés dogmatiques par crainte d'instabilité. Parce que nous oublions que ces habitudes portent des croyances, parce que ces croyances nous ne voulons pas les examiner. Les habitudes ne sont pas seulement des automatismes, mais aussi des dispositions auxquelles se mêlent des croyances, des attentes. Nous faisons confiance à des recettes éprouvées ailleurs que nous refusons d'éprouver nous-mêmes. Un fonctionnement transforme son milieu, nous transforme, est-ce un tel fonctionnement et ses effets que nous souhaitons ? Et pour reprendre un tel fonctionnement, nous manquons d'appui, l'appui des croyances.

A suivre...

HISTOIRES D'ENFER



médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Achoui Abdelouahab
Dans l'enfer de la décennie rouge
Commissaire principal de police à la retraite
«DANS L'ENFER DE LA DÉCENNIE ROUGE».
Témoignage de Achoui Abdelouahab (Commissaire principal de police à la retraite). El Amir Edition, Marseille 2025, 256 pages, 1500 dinars.

«Dieu sait que je ne dis pas tout ça par rancune, même s'il y a de quoi être rancunier. Non, c'est uniquement parce que, en vertu de mon métier, et du lieu où je l'exerçais, j'avais vu ce que vous n'aviez pas vu et entendu ce que vous n'aviez pas entendu et vécu ce que vous n'aviez pas vécu». C'est tout dit !

Pour la première fois, me semble-t-il, on a un praticien de la Sécurité publique, membre actif de la Sûreté

nationale, qui nous raconte, du dedans, ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu, ce qu'il a vécu, ce qu'il a subi durant toute une décennie, temps tragique du pays durant lequel il a donné la coloration exacte... puisqu'elle a entraîné des dizaines et des dizaines de milliers de morts... ceci dit sans parler des innombrables atteintes psychologiques générées sur les rescapés, tout particulièrement les femmes et les enfants. Un enfer !

Il nous dit, aussi, avec assurément une passion compréhensible, parfois maladroite, ce qu'il a pensé et ce qu'il pense encore des acteurs de la tragédie. Tout y passe. On a donc des faits et aussi des personnes, toutes identifiables par le lecteur âgé bien que les noms exacts des «me-neurs» n'aient pas été évoqués.

L'Auteur : Né le 18 mai 1959 à Alger. Sous-officier contractuel au sein de l'ANP (Transmissions). Court passage aux Douanes algériennes. Carrière dans la Sûreté nationale durant plus de trente ans. Retraite en 2026 avec le grade de commissaire principal de police.

Table des matières : Dédicaces/ 1. Mémoire de la Patrie... et 21 chapitres/Références bibliographiques

Extraits : «Je suis un policier et tout au long de ma vie, je continuerai à penser avec la mentalité du policier» (pp 45-46), «Cette marche (note : 10 octobre 1988) était le premier pas des autres mille et un pas que cette personne -que je me suis interdit d'en prononcer à jamais le nom- va entreprendre pour l'effusion de sang, le sang des Algériens...» (p 46), «Quand je dis la prière du vendredi, cela n'avait rien à voir avec la prière, car elle n'en portait que le nom et le lieu. Ce qui était censé être un prêche était de

la propagande, rien que de la propagande pour le parti...» (p57), «La machine de propagande pour l'extrémisme religieux en Algérie a bénéficié du soutien de la propagande occidentale, et aussi, en particulier, de l'incitation et de l'obscurantisme arabes basés sur l'argent étranger, dont la force réside dans les prédicateurs (oulémas) qui parlaient au nom de partis bien connus» (p198), «Pour nous, ces élections (note : Elections présidentielles ayant vu la victoire de L. Zerroual) furent la vraie victoire sur les terroristes, la participation du peuple avec une telle intensité fut pour nous le début de la fin pour les criminels» (p235), «Lorsque le président Bouteflika est arrivé au pouvoir, le terrain était déjà prêt» (p236).

Un essai ? Un témoignage ? Avis Un pamphlet ? Un mélange un peu confus de genres tout de même assez instructif sur une période délicate. Des détails du plus folklorique au plus tragique de l'histoire de la «décennie noire» (rouge !) du pays. Une histoire décrite de l'intérieur par un homme qui a vécu directement et du dedans les événements. A lire, évidemment !

Citations : «Avec le temps, on avait le sentiment qu'on devait choisir entre la mort, la mort professionnelle et celle spirituelle. Nous avions choisi la vie, même si le prix était la mort, que nous mourrions, mais que vive la patrie» (p 50), «Pendant plus d'une décennie, l'Algérie avait été isolée et soumise à un siège terrible. Elle avait affronté, toute seule, le terrorisme et en avait payé le prix fort pour elle-même et pour les autres» (p 67), «Le brave meurt une fois et le lâche meurt cent fois» (dicton d'une Ecole de formation de l'ANP, p 233).

Plusieurs années après, Sfisef a quelque peu pansé ses blessures... à un prix très, très fort. Puis vint Bouteflika qui, sous l'effet de discours «magiques», a imposé la «Concorde» et la «Réconciliation», comme si la «Rahma» ne suffisait pas..., avec un peuple devenu masse qui suivit les «enjeux» sans rien comprendre». On en a oublié les victimes...

L'Auteur : Né en 1955 à Zeddine (Ain Deffa). Ancien professeur de philosophie, journaliste chroniqueur. Plusieurs ouvrages à son actif (romans, essais, nouvelles).

Extraits : «Cette réconciliation avait surtout profité plus aux assaillants qu'à leurs victimes. «Cette paix à sens unique» avait fait naître chez tous ceux qui ont été écorchés dans leur chair comme une deuxième mort des leurs» (p115).

Emouvant. Avis Se lit d'un trait...

Citations : «Seule l'instruction libère l'esprit. Donne des ailes aux racines. Ouvre les chemins de l'avenir» (p57), «Il n'y a pas de lucidité sans liberté, et de liberté sans courage» (pp 115-116).

Extraits de fiche de lecture. Pour rappel. Fiche complète déjà publiée le 14 février 2022. Voir in www.almanach-dz.com/défense:bibliotheque-dalmanach-dz.com

Le monde devient multi-polaire... mais avec quelle civilisation ?



Par Khaled Chebli*

Alors que le monde assis te à un basculement historique vers un ordre multipolaire, une question fondamentale reste suspendue dans l'ombre des équilibres stratégiques : quelle civilisation portera cette multipolarité naissante ?

Pendant des décennies, la domination occidentale s'est imposée non seulement par la force militaire et l'hégémonie économique, mais aussi et -peut-être surtout- par le monopole sur la définition de ce qui est «universel» : les droits, la démocratie, la modernité, le progrès. Même les institutions multilatérales, prétendument neutres, ont fonctionné comme des extensions normatives de cette centralité occidentale.

Or aujourd'hui, si les pôles de puissance économique et militaire se déplacent - vers la Chine, l'Inde, la Russie, l'Afrique et l'Amérique latine - le récit symbolique du monde reste encore largement façonné par les références euro-centrées. Nous sommes donc face à une multipolarité stratégique sans pluralisme civilisateur.

LE MIRAGE D'UN MONDE «POST- OCCIDENTAL»

Les récents sommets des BRICS, la montée de l'Organisation de coopération de Shanghai, ou encore l'appel à une réforme du système de Bretton Woods, laissent croire à l'émergence d'un monde post-occidental. Mais en réalité, ces nouvelles coalitions reproduisent parfois les logiques du modèle dominant, sans remettre en cause ses fondements symboliques : extractivisme économique, centralité des marchés, marginalisation des cultures subalternes.

Ainsi, même lorsque des pays du Sud global accèdent à des sphères d'influence, ils le font à travers des langages, des institutions et des référentiels qui ne leur appartiennent pas historiquement.

LA PLURALITÉ SANS PLURALISME ?

On parle alors de «système international multipolaire», mais ce que nous vivons, c'est plutôt une compétition entre élites étatiques pour le contrôle d'un espace mondialisé qui reste ontologiquement structuré par l'Occident.

Le pluralisme véritable n'est pas seulement une affaire de pôles géographiques ou de Géo-économie. Il implique une redéfinition des fondements même de l'Ordre international : quels sont les droits fondamentaux ? Quel rapport à la nature, au sacré, à la souveraineté, au vivre-ensemble ?

L'IMPENSÉ CIVILISATEUR

Le débat géopolitique contemporain est orphelin de la question civilisatrice. Il parle en termes de PIB, d'alliances militaires, de transitions numériques... mais il n'interroge pas les finalités du vivre-mondial. Un monde multipolaire sans pluralisme symbolique n'est qu'un désordre multipolaire.

Les civilisations non occidentales (arabo-islamiques, africaines, asiatiques, latino-américaines) ont des conceptualisations propres de la dignité, du droit, de la nature, du pouvoir et du destin collectif. Or, ces référentiels restent périphériques dans les discussions globales.

VERS UNE MULTIPOLARITÉ VÉRITABLE : LA TÂCHE DES INTELLECTUELS DU SUD

Il est urgent pour les penseurs, les juristes, les artistes, les philosophes du Sud de reconquérir leur droit de nommer le monde. Cela suppose :

- Une critique de l'universalisme normatif occidental,
- Une revalorisation des traditions juridiques locales (le fiqh, le droit coutumier africain, les sagesses andines...),
- Un effort de traduction conceptuelle pour faire entrer nos visions du monde dans le débat international.

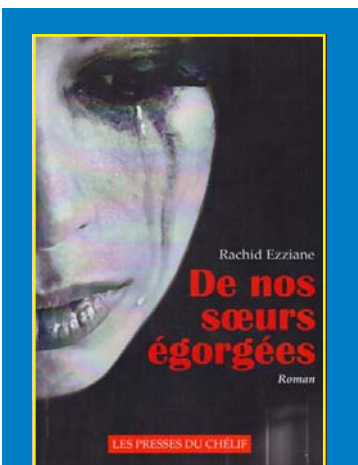
La bataille est donc à la fois politique, culturelle et épistémologique.

CONCLUSION : LA MULTIPOLARITÉ N'EST QU'UN DÉBUT

Le monde ne sera véritablement multipolaire que s'il devient multi-civilisationnel, multi-épistémique, multi-symbolique. Sinon, nous n'aurons que plusieurs centres qui imitent l'ancien centre sans rupture véritable.

Ce serait une transition d'élite, pas une refondation du monde. La tâche de notre temps est de décoloniser l'universel. Cela ne signifie pas le rejeter, mais le pluraliser. Et c'est peut-être depuis les rives du Sud que cette parole neuve peut éclore.

*Par Khaled Chebli, chercheur universitaire en Droit constitutionnel et affaires parlementaires, membre du Laboratoire de recherche en droit, urbanisme et environnement Faculté de droit, université Badji-Mokhtar, Annaba.



De nos sœurs égorgées
Roman de Rachid Ezziane.
Editions Les presses du Chélef, Chlef 2022.
153 pages, 800 dinars

Ils étaient 12. Tous enseignants. Tous issus de familles modestes et/ou pauvres. Tous habitaient à Sfisef, un «village néant», un «sosie à l'insignifiance». Tous devaient se rendre chaque jour de l'année scolaire 1997, en minibus (un vieux fourgon) ou en taxi «clandestin», en aller-retour à des heures fixes, à quinze kilomètres de leur établissement scolaire situé à Aïn Adden. Parmi les douze, il y avait onze femmes : Zahia (mère de deux enfants), Hassina (affectation nouvelle avec le

rêve d'aller à Alger pour devenir journaliste), Faiza (fille unique projetant d'aller en Belgique rejoindre son oncle), Alia (fan de poésie), Nacera (qui travaille pour toute la famille, le père ayant été assassiné par les terroristes), Karima (la toute belle, habitant un appartement «plus vétuste que des habits en haillons», voulant être historienne), Assia (d'une famille aisée), Fadhila (unique fille), Rabha (au corps chétif, grande fan des équipes nationales de foot et de hand... surveillée constamment par un frère qui faisait de tout une affaire d'honneur), Samia (orpheline de père, institutrice stagiaire), Aïcha (qui venait de se marier et attendait un enfant). Toutes heureuses de se retrouver et de retrouver leurs classes et leurs élèves. Mais, le visage crispé et la peur au ventre. Car...

Au maquis terroriste, il y avait une «fatwa» interdisant aux femmes d'enseigner ou d'aller à l'école. Émise par un «fou de Dieu» au surnom sanguinaire : «Dhib El-Djiàane», le loup affamé, déjà coupable, par égorgement, de mille et un meurtres, toujours d'innocents (femmes, vieillards, bergers, automobilistes, enfants...).

Après une journée d'enseignement bien remplie, c'est le retour au domicile, toujours dans le même fourgon, suivi par un taxi avec quatre passagères.

Sur le chemin de retour, elles seront toutes (ainsi qu'un instituteur) égorgées par la horde sauvage.

La RN 108 à double sens ne répondant plus aux besoins L'urgence d'une grande liaison autoroutière pour desservir la ZI de Tafraoui

La nouvelle ZI de Tafraoui jette les bases d'un futur pôle économique polyvalent - mais à vocation industrielle au premier chef - dans la région Sud d'Oran. Pour l'heure, l'un des éléments manquants du tableau : une connexion routière répondant aux normes. Cela n'a pas échappé aux pouvoirs publics qui ont déjà conçu une solution. Mais celle-ci a besoin d'une décision d'en haut pour sortir de l'engrenage infernal de la budgétisation.

Houari Saaïdia

En plein essor depuis l'implantation de l'usine Fiat, qui joue dès lors un rôle d'entraînement allant bien-delà de la petite sphère liée au réseau de sous-traitance de la construction automobile, la zone industrielle de Tafraoui aux contours géométriques encore ouverts ne pouvait plus s'accommoder avec la configuration routière obsolète qui la connecte à la métropole.

Une vieille petite route à double sens usée jusqu'au corps de chaussée qui dessert sur son passage le patelin d'El Hamoul et d'innombrables hameaux épars, accessible par une bretelle à partir d'un échangeur en pont sur la RN4 reliant Oran à Oued Tlilat. Tel est jusqu'ici le passage obligé pour rallier la ZI de Tafraoui, mais également des dizaines d'entités industrielles et de plateformes logistiques pignon sur rue installés tout au long de l'axe qui se prolonge jusqu'aux frontières avec la wilaya d'Aïn Témouchent via Tamzourah.

La situation était déjà compliquée mais avec l'arrivée de Fiat elle est devenue tout simplement intenable. Et, en tout cas, encore plus handicapante pour la dynamique économique induite sur son sillage par l'émergence d'un grand parc industriel en devenir.

Il fallait donc rectifier le tir par la mise en place d'une voie d'accès appropriée afin de fluidifier le trafic de transport de marchandises et le mouvement de va-et-vient vers ce nouveau pôle.

Un acte qui aurait dû être accompli antérieurement dans le cadre d'une étude globale d'aménagement d'une nouvelle ZI comprenant, cela s'entend, le module accessibilité.

ETUDE FICELÉE ET UNE DEMANDE EN INSCRIPTION

Devant le fait accompli et pour parer au plus pressant, une étude a été confiée au CTPP (Organisme national de contrôle technique des travaux publics) pour concevoir une liaison autoroutière directe entre la ZI de Tafraoui et la RN 4, et par effet d'interconnexion l'Autoroute Est-Ouest (AEO) et la pénétrante du port d'Oran. L'étude est désormais ficelée et approuvée localement et la wilaya a par le biais de la direction des Travaux publics (DTP) a officiellement sollicité, sur la base d'un dossier transmis à sa tutelle (le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de bas), l'inscription de l'opération, pour un coût estimatif de l'ordre de 3 milliards de DA, avec comme intitulé officiel du projet «dédoulement de la RN 108 à partir de l'échangeur El Hamoul/RN 4 jusqu'aux frontières avec la wilaya d'Aïn Témouchent».

Longue de 12 km, cette nouvelle liaison autoroutière est projetée à partir de la RN 4 dans l'optique d'une meilleure interconnexion de la zone industrielle de Tafraoui avec le réseau routier local et inter-wilayas, notamment les grandes voies de transport que sont l'autoroute Est-Ouest et la pénétrante portuaire. L'étude d'avant-projet définitif (APD) étant finalisée. Elle aura pour point de départ la bretelle à hauteur de l'échangeur El Hamoul/Tafraoui sur la route nationale n°4 (RN 4) et s'étendra sur 12 km en tracé autoroutier neuf contournant le village d'El Hamoul et les patelins épars pour aboutir jusqu'à la zone industrielle de Tafraoui, avec comme objectif principal la fluidification du trafic de transport de marchandises et par-

tant la réduction du temps de déplacement. En fait, l'étude prévoit deux variantes. La première, la plus avantageuse en termes de coût, consiste à dédoubler et à réadapter la RN 108 en conservant le même tracé qui prend départ de l'échangeur d'El Hamoul sur la RN 4.

3 MILLIARDS DE DA POUR UNE VOIE AUTOROUTIÈRE DEDIEE A LA ZI DE TAFRAOUI

Autrement dit, il s'agit dans ce premier cas d'une approche «simpliste» qui suggère la reconfiguration du profil de l'ancienne route à double voies en section autoroutière «2 fois 2 voies» sur une dizaine de kilomètres. La deuxième variante, la plus onéreuse financièrement mais la plus pertinente fonctionnellement, propose la réalisation d'un nouvel échangeur en pont avec une bretelle qui dessert via une autoroute en tracé neuf, à l'effet de contourner le village d'El Hamoul, en guise de raccourcis réservé aux poids lourds et les véhicules lents à destination de la ZI de Tafraoui sur 13 km. L'importance du montant estimatif du projet (300 milliards de centimes) est due à deux éléments. D'une part, l'expropriation de terres agricoles.

Et de l'autre, la nature marécageuse d'une bonne partie des terrains à travers lesquels devra passer (inévitablement) l'itinéraire en raison de leur proximité avec la Grande Sebkhah d'Oran. L'alternative d'une combinaison par tronçons entre les deux variantes est également prise en ligne de compte par le maître d'œuvre. Classée route nationale, la voie reliant Oran à Aïn Témouchent via l'échangeur d'El Hamoul à partir de l'Autoroute Est-Ouest est un laboratoire grandeur nature des effets de dégradation.

Réalisations en 2024, saison estivale... Sonelgaz distribution de la wilaya d'Oran dresse son bilan

K. Assia

D'importantes avancées ont été réalisées en 2024 par les directions de distribution de Sonelgaz Es-Sénia et Sonelgaz Oran dans le secteur de l'énergie. Des progrès remarquables qui soulignent l'engagement du groupe à renforcer les infrastructures gazières et électriques et à améliorer la qualité du service. Lors d'une conférence de presse animée avant-hier au siège de l'hôtel El Mouahidine et consacrée aux différentes réalisations faites en 2024, et aux préparatifs de la saison estivale 2025, les cadres de Sonelgaz ont tenu à mettre en exergue toutes les mesures prises pour mettre en œuvre le programme du président de la République notamment en matière de réalisations stratégiques et de développement du secteur.

Parmi les plus importantes réalisations effectuées par la direction de distribution de Sonelgaz Es-Sénia est le raccordement de 705 exploitations agricoles au réseau électrique sur un total de 718 exploitations, a indiqué M. Hadj Mohamed Naas, directeur de Sonelgaz Es-Sénia, précisant que le reste soit les 11 exploitations restantes seront raccordées d'ici la fin de l'année à l'électricité. Pour ce qui est des zones isolées, 9 projets ont été réalisés en matière de raccordement au réseau électrique soit 119 foyers ont bénéficié de cette denrée énergétique durant l'année écoulée. Ceci a permis la pose de 8,779 km de réseau dans quatre communes bénéficiaires de ce programme et qui sont Sidi Chahmi, Bousfer, Marsat El Hadjadj et Béthioua. Une enveloppe de 24,563 millions de dinars a été débloquée pour la concrétisation de ce projet d'utilité publique.

En matière de raccordement au réseau de gaz de ville, 30 projets ont été lancés faisant bénéficier 17 zones isolées soit 8.641 foyers raccordés au gaz de ville. Ceci a permis la pose de 92,51 km de réseau gazier pour une enveloppe de 226,71 millions de dinars. Toujours dans le cadre de ces réalisations stratégiques, on apprend que Sonelgaz Es-Sénia a procédé au raccordement de deux zones industrielles au réseau électrique notamment à Béthioua avec la pose de 16 km de réseau pour une enveloppe financière de 136 millions de dinars et aussi à Tafraoui où les équipes techniques ont installé 13,1 km de réseau électrique

pour un coût de 71, 64 millions de dinars. En matière de gaz, un projet de raccordement de la zone industrielle de Bethioua est lancé et est à un taux d'avancement de 62%, a noté le responsable précisant que le coût de l'opération est estimé à 126,97 millions de dinars.

D'autre part, un projet sur les cinq prévus a été réalisé en matière de raccordement des zones d'activité à l'électricité. Il s'agit de la zone d'activité de Oued Tlilat où l'opération a permis la pose de 7 km de réseau pour un montant financier de l'ordre de 35,11 millions de dinars. Les quatre projets restants sont prévus dans les zones d'activité de Benfreha, Hassi Benokba, Boutlélis et Tafraoui et seront lancés une fois les travaux de réaménagement achevés par les bénéficiaires du projet. Par ailleurs, 47 bornes de recharge pour véhicules électriques ont été installées, a fait savoir le responsable précisant que le taux de couverture en gaz a atteint les 79% au niveau de toute la wilaya d'Oran alors que celui de l'électricité avoisine les 98,5%. Le taux de déperdition en électricité est de 9,21%. Ainsi et avec 524.975 abonnés pour l'électricité et 382.529 clients pour le gaz, Sonelgaz distribution de la wilaya d'Oran a enregistré 130 cas d'agression lesquels ont occasionné des pertes financières de l'ordre de 18,64 millions de dinars alors que 461 millions de dinars de pertes sont dus à des cas de vol d'énergie. Pas moins de 631 plaintes ont été déposées pour vol d'énergie, apprend-on. Sur ce, 25% des pannes d'électricité ou des coupures sont dues, selon M. Tahar Bezghoud, DG de région de distribution d'Oran, aux agressions sur les réseaux électriques soit le 1/4.

Pour sa part, le directeur de la distribution de Sonelgaz Oran M. Sakka a explicité les préparatifs de cette saison estivale 2025, un travail qui a débuté en septembre 2024 et qui a porté sur la réalisation de nouvelles infrastructures dont le poste transformateur à Misserghine, d'une capacité de 220/60 MVA, en plus de 41 stations de moyenne et basse tension et 205 km de lignes électriques. Le but de ce dispositif est de garantir la continuité du service compte tenu de la forte demande exprimée en cette saison marquée par de fortes chaleurs et être ainsi à l'écoute des clients, apprend-on.

Spécialisée dans le génie sécurité Une école de formation Sonelgaz en cours de réalisation à Sidi El Houari

K. Assia

La wilaya d'Oran sera dotée d'un Institut ou d'une école de formation Sonelgaz dédiée au génie sécurité, a-t-on appris en marge de la conférence de presse animée par les cadres de distribution Sonelgaz de la wilaya d'Oran. Il s'agit d'une première de sorte que cette école sera spécialisée dans tout ce qui a trait à la protection, à la sécurité et à la sûreté. Le projet est en cours de réalisation dans le quartier de Sidi El Houari. Un ancien lycée fait

l'objet de travaux de réaménagement après l'aval donné par le wali d'Oran pour la concrétisation de ce projet qui viendra renforcer le perfectionnement professionnel dans les domaines suscités et aussi créer de l'emploi. Ce projet vient s'ajouter aux cinq écoles de formation déjà existantes à travers le pays de quoi développer les compétences et surtout s'inscrire dans la stratégie du groupe qui est de promouvoir les connaissances professionnelles via la formation et le perfectionnement de l'élément humain.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BIHIL Saïdia, 58 ans, St Eugène
BENALI AEK, 75 ans, Gdyl
SAADAOUI Asema Salsabil, 1 jour, Sidi Chahmi
BOUZAR Boualem, 69 ans, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs

21 moharram 1447
El Fedjr 04h16 Dohr 13h09 Assar 16h58 Maghreb 20h23 Icha 21h57



Université des sciences et de la technologie USTO MB Plus de 5.000 étudiants diplômés

L'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf d'Oran a enregistré, au cours de l'année universitaire 2024-2025, la sortie de plus de 5.000 étudiants en licence et en master, a-t-on appris auprès de cet établissement d'enseignement supérieur.

Ainsi, la fin de l'année universitaire a vu la sortie de 5.029 diplômés, dont 3.141 en cycle licence et 1.888 en master. A cela s'ajoutent 91 diplômés en post-graduation (doctorat), répartis entre 47 en système LMD (Licence-Master-Doctorat) et 44 en système classique, selon la même source. L'Université propose une

offre de formation diversifiée couvrant les cycles licence, master et doctorat, en plus de formations d'ingénieurs et d'architectes. Ces formations sont réparties sur six domaines et 33 spécialités. En matière d'innovation, l'Université Mohamed Boudiaf s'est engagée pleinement à encourager et à promouvoir l'innovation, l'entrepreneuriat et la création de startups, avec des résultats très satisfaisants dans ce domaine.

Ainsi, l'incubateur de l'Université a accompagné 72 projets innovants et projets de startups, cette année, tandis que le centre de développement de l'entrepreneuriat a soutenu 27 projets de

création de micro-entreprises. Par ailleurs, 14 brevets d'invention ont été déposés et 5 labels de qualité ont été obtenus sur 20 dossiers soumis, la procédure étant toujours en cours. De plus, 433 étudiants ont rejoint l'initiative d'entrepreneuriat étudiant dans le cadre de l'arrêté ministériel 1275.

L'Université Mohamed Boudiaf d'Oran comprend sept facultés, deux instituts et 41 laboratoires de recherche agréés. Elle emploie 1.048 enseignants-chercheurs, et le nombre d'étudiants inscrits pour l'année universitaire 2024-2025 était d'environ 19.225 étudiants.

Chlef

En attendant la station
de dessalement d'El Marsa...

Abbad Miloud

Lors de la session ordinaire d'été de l'assemblée populaire de wilaya (APW), tenue récemment, le dossier ressources en eau était inscrit à l'ordre du jour. Après sa lecture par le directeur des ressources en eau et lors des débats, les élus ont soulevé les préoccupations des citoyens. Parmi celles-ci, le déficit en eau et en châteaux d'eau. Deux élus ont parlé longuement du problème des fuites d'eau qui persiste. D'autres ont cité des hameaux qui n'ont l'eau dans les robinets qu'une heure par mois. Un élu dira : "des promesses

nous ont été faites mais elles n'ont pas été tenues".

Deux élus ont tenu à remercier le directeur des ressources en eau pour l'exposé présenté mais aussi pour les efforts déployés pour améliorer la situation. Il a besoin d'être aidé. "Il faut reconnaître qu'il y a un cumul de retard depuis des années", ont-ils assuré. Des élus ont cité les projets inscrits pour 2024 et 2025 et qui n'ont pas démarré jusqu'à aujourd'hui.

Le directeur des ressources en eau dans son intervention a présenté un point détaillé sur les projets concernant les années 2023, 2024 et le premier semestre de l'année 2025. Il a expliqué que

les priorités et l'équilibre régional sont strictement respectés.

Le wali dans ses différentes interventions a fait savoir que la wilaya est consciente du problème de l'eau aussi bien pour l'alimentation de la population que pour l'irrigation des terres agricoles. Il a demandé au directeur des ressources en eau de prendre toutes les dispositions qu'il juge nécessaires pour réaliser les projets dans les délais impartis. Il a longuement insisté pour satisfaire au mieux la population en attendant la réalisation de l'unité de dessalement de l'eau de mer d'El Marsa. Il a réitéré que les routes et l'eau constituent ses priorités.

Mascara

Les trottinettes électriques
posent problème

Belkecir Mohamed

Le phénomène des patins à roulettes et trottinettes électriques qui envahissent les artères de la ville prend de l'ampleur. Des jeunes s'en donnent à cœur joie avec ces équipements de loisirs. Seulement, dans beaucoup de cas, leur utilisation sort de son cadre ne se limitant pas à un usage de simple divertissement sur une placette ou dans un lieu réservé. Ces jeunes utilisent la chaussée comme piste de cour-

se gênant considérablement la circulation automobile et prenant des risques de chute et de se faire écraser quand ils montent à deux, des fois trois sur les trottinettes. D'autres s'accrochent aux pare-chocs des voitures et camions. Ces démonstrations ne plaisent pas aux piétons qui paniquent sur les trottoirs, et redoutent ces spectacles de crainte d'assister en direct à l'irréparable puisque beaucoup d'inconscients s'adonnent à des jeux fous jusqu'à braver les sens interdits en

formant des cortèges. Il y a aussi ceux qui slaloment et se fauillent entre les files de voitures. Combien de fois des accidents ont été signalés ici et là et combien de fois des blessés ont frôlé le pire. Ces engins doivent faire l'objet d'une surveillance parentale, le cas échéant il appartient aux services concernés de mener des opérations à la hauteur des risques pour rappeler à l'ordre ceux qui sèment le désordre dans les rues et partagent la chaussée avec les automobilistes.

Mostaganem

Un plus pour l'irrigation agricole

Les travaux de réalisation de quatre réseaux d'irrigation agricole économes en eau sont en cours dans la wilaya de Mostaganem, selon les services de la wilaya.

Ces projets, lancés au début du mois de juillet en cours dans le cadre de la rationalisation de l'utilisation des ressources en eau et du soutien à une agriculture locale durable, concernent en premier lieu le réseau d'alimentation de la zone montagneuse de Dahra Ouest, qui s'étend sur les communes de Sidi Lakhdar, Tazgait, Achâacha, Khadra, Ouled-Boughanem et Nekmaria, sur une superficie totale de 60 hectares. Un deuxième projet si-

miltaire concerne des périmètres agricoles (60 hectares également) dans les communes de la zone centrale, à savoir Hadjadj, Benabdelmalek Ramdane, Ouled Mâala et Sidi-Ali, a-t-on ajouté de même source.

La superficie concernée passe à 90 hectares, dans le cadre du troisième projet en cours dans la région du plateau de Bouguirat, destiné aux agriculteurs des communes de Bouguirat, Sirat, Safsaf, Mansourah, Aïn Sidi-Cherif, Touahria et Mesra.

Par ailleurs, un quatrième réseau, visant à irriguer une superficie équivalente, est en cours de réalisation depuis la région des plaines de l'Ouest (communes de

Hassi Mameche et Aïn-Nouissy) jusqu'aux communes d'Aïn Tedes, Sour, Oued El-Kheir et Sidi Belatar, selon la même source.

Une fois opérationnels, ces projets permettront de fournir une eau économisée à 85 agriculteurs et d'irriguer une superficie totale de 300 hectares de terres agricoles réparties sur les différentes communes et zones agricoles de la wilaya.

Cette opération pilote, qui vise à soutenir les petits exploitants agricoles et à évoluer progressivement vers des techniques d'irrigation intelligente, est menée sous la supervision des services agricoles spécialisés et d'experts en irrigation, a-t-on précisé.

Naâma

1,2 milliard de DA pour
protéger Aïn Sefra contre
les inondations

Une enveloppe financière de 1,2 milliard de dinars a été allouée pour le lancement de la première phase du programme d'urgence visant à protéger la région d'Aïn Sefra contre les risques d'inondations, selon les services de la wilaya.

Cette dotation budgétaire permettra de lancer des projets de protection de la ville d'Aïn-Sefra contre les inondations, selon la même source, indiquant qu'il s'agit de la première tranche financée par le ministère de l'Hydraulique dans le cadre d'un programme d'urgence destiné à concrétiser des solutions durables face aux risques d'inondations auxquels sont exposées la ville d'Aïn Sefra ainsi que les zones avoisinantes, Moghrar, Djeniène-Bourezg et Sfisifa notamment.

A l'occasion, une présentation technique de l'étude de protection de la région d'Aïn Sefra contre les inondations a été faite par M. Dourd Abdessamed, représentant d'un groupement de bureaux d'études composé de trois entreprises publiques, et réalisée en coordination avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL).

A l'issue de cette présentation, le wali de Naâma, Lounès Bouzegza, a affirmé que l'Etat prendra en charge l'ensemble des opérations nécessaires pour protéger cette région contre les inondations, ajoutant que les travaux concerneront tous les sites menacés.

Cette étude technique prévoit plusieurs actions, notamment la mise en place de stations d'alerte précoce contre les crues, la construction de retenues collinaires et de petits barrages, l'aménagement des voies d'écoulement des eaux pluviales depuis les hauteurs vers les bassins naturels, ainsi que des campagnes de reboisement le long des oueds.

Au cours de la même séance, le chef de l'exécutif local a également écouté les propositions des membres de l'association du quartier "1er Novembre" du centre-ville d'Aïn Sefra concernant la réalisation de structures de services et l'aménagement du quartier.

Il a assuré que "toutes les insuffisances recensées seront prises en charge progressivement", a-t-on fait savoir de même source.

Beni-Abbès

Un programme de 920
logements sociaux lancé

Les travaux de réalisation d'un programme de 920 logements publics locatifs (LPL) ont été lancés à travers plusieurs collectivités de la wilaya de Beni-Abbes, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Piloté par l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI) et la direction locale du logement (DL), ce nouveau programme inscrit au titre de l'exercice 2024 a nécessité un financement de plus de trois (3) milliards DA, selon la même source.

Ce projet, qui va certainement renforcer davantage le parc im-

obilier public de la wilaya qui est actuellement de l'ordre de 24.726 unités tous programmes confondus avec un taux d'occupation par logement de 2,73, permettra à l'avenir la satisfaction de la demande en logements sociaux, a-t-on expliqué.

La wilaya de Beni-Abbes connaît actuellement un véritable essor et ce grâce aux différents projets et programmes de développement tout secteur confondus entamés à travers les financements mis en place par l'Etat pour son développement, a-t-on souligné.

Saïda

Une trentaine
de projets lancés

Près de 30 projets de développement sont en cours de réalisation dans divers secteurs à travers sept communes de la wilaya de Saïda, selon les services de la wilaya.

Dans le cadre de ces projets, lancés début juin dernier, la commune de Saïda a bénéficié de l'aménagement de plusieurs écoles primaires, de la réalisation de deux cantines scolaires dans les écoles Boudia-Zegai et Doukali-Mohamed, ainsi que de deux terrains de sport en gazon synthétique dans les quartiers Daoudi-Moussa et El-Bordj. Deux salles de soins sont également en cours d'aménagement dans les quartiers commandant Medjdoub et El-Badr, en plus de la réalisation d'un réseau d'assainissement dans les zones d'Ouled Aouadj et Sidi El-Hadj Abdelkrim.

Le programme prévoit aussi, à la commune d'Ouled Khaled, la réalisation de deux groupes scolaires et de deux CEM au nouveau pôle urbain et la zone de Sidi Allal, ainsi que la réhabilitation d'écoles primaires à Doui Thabet.

A El Hassasna, les travaux ont

démarré pour la réalisation d'un Centre de stockage de céréales de proximité d'une capacité de 50.000 quintaux, ainsi que l'aménagement d'un chemin rural reliant le chemin de wilaya CW 10 au village d'El-Fellaha sur une distance de 5 km.

Dans la commune de Hount, le programme inclut l'extension de locaux professionnels non exploités afin de les transformer en établissement scolaire pour la zone de Kouidder, ainsi que l'aménagement d'un chemin rural reliant le CW 5 au village de El Hebbara (4 km).

La commune de Sidi Boubekeur bénéficie également d'un projet de Centre de stockage de céréales de proximité d'une capacité de 50.000 quintaux.

Dans la zone de Douâil, rattachée à la commune de Sidi Ameur, des habitations précaires ont été démolies et le terrain a été réaménagé en vue de la construction d'habitations rurales. Par ailleurs, 25 projets de développement sont en cours de réalisation dans les daïras de Youb, Aïn El Hadjar et El Hassasna, dont la mise en œuvre a débuté en mai dernier.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE SAÏDA
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
NIF : 099120019001047

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES
...../2025

La Direction de l'administration locale de la Wilaya de Saïda lance un Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales pour :

REHABILITATION ET EQUIPEMENT D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF (CENTRE DE TRANSIT) A TIRCINE
En deux lots

Lot N° 01 : REHABILITATION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF (CENTRE DE TRANSIT) A TIRCINE

Lot N° 02 : EQUIPEMENT D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF (CENTRE DE TRANSIT) A TIRCINE

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales, conformément aux articles 42 et 44 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics pour toutes les entreprises disposant de la catégorie 3 OU PLUS (ACTIVITE PRINCIPALE BATIMENT) pour lot N°01 et tous soumissionnaires qualifiés en commerce et vente de mobilier et literie pour lot N°02.

Les capacités techniques qui sont exigées par le présent cahier des charges :

Lot N° 01 : REHABILITATION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF (CENTRE DE TRANSIT) A TIRCINE

-Références professionnelles :

L'entreprise doit donner preuve qu'elle a réalisé :

- Au moins un (01) projet similaire (Réalisation ou réhabilitation d'équipement public ou bloc administratif) justifié par des attestations de bonne exécution délivrée par un organisme public.

-Capacité financière :

- Ayant une moyenne de chiffre d'affaire égal ou supérieur à 6.000.000,00 DA.

(Il s'agit du chiffre d'affaire moyen des trois dernières années 2022-2023-2024)

-PV de visite de site :

Tout soumissionnaire doit présenter un PV de visite du site (obligation).

Lot N° 02 : EQUIPEMENT D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF (CENTRE DE TRANSIT) A TIRCINE

Références professionnelles :

Les soumissionnaires doivent posséder au moins une attestation de bonne exécution pour fourniture similaire durant les cinq dernières années.

-Capacité financière :

- Ayant une moyenne de chiffre d'affaire égal ou supérieur à 3.000.000,00 DA.

(Il s'agit du chiffre d'affaire moyen des trois dernières années 2023-2024-2025)

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'administration locale de la wilaya de Saïda Sise à la cité administrative Bloc 07, contre paiement de 2000.00 DA représentant les frais de reproduction..

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

a)- La première enveloppe contenant le dossier de candidature et comprenant les pièces suivantes :

1. La déclaration de candidature
 2. La déclaration de probité
 3. La liste des moyens humains et d'encadrement (quantitativement et qualitativement) appuyée de l'état des effectifs déclarés à la CNAS
 4. La liste des moyens matériels, appuyée de toutes pièces justificatives (cartes grises, factures, et copie d'assurance, contrôle technique)
 6. Statut de l'entreprise
 7. Une copie des bilans fiscaux positifs des trois derniers exercices, dûment visés par les services des impôts de l'année 2022-2023-2024 ;
 8. Le planning de réalisation prévisionnel du projet
- Les documents à fournir doivent être valides

b)- La deuxième enveloppe de l'offre technique:

Comprenant les pièces suivantes :

- Cahier des charges rempli et signer et cacheter
- Une déclaration à souscrire (dûment signée)
- Une mémoire technique justificatif

c)- La troisième enveloppe contenant l'offre financière comprenant les pièces suivantes :

- La lettre de soumission (dûment signée)
- Le bordereau des prix unitaires (dûment signé)
- Le devis quantitatif et estimatif (dûment signé)

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention «dossier de candidature», «offre technique» ou «offre financière», selon le cas les documents justifiant les informations contenus dans la déclaration de candidature sans exigé uniquement de l'attributaire du marché publics, qui Doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, en toutes d'état de cause avant la publication de l'Avis d'Attribution provisoire du marché. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
REHABILITATION ET EQUIPEMENT D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF
(CENTRE DE TRANSIT) A TIRCINE
En deux lots

Lot N° 01 : REHABILITATION D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF (CENTRE DE TRANSIT) A TIRCINE

Lot N° 02 : EQUIPEMENT D'UN BATIMENT ADMINISTRATIF (CENTRE DE TRANSIT) A TIRCINE

Les soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant trois (03) mois augmenté de la durée de préparation des offres.

Le délai de préparation des offres est fixé à 10 jours à compter de la date de la première parution

L'heure de dépôt des offres est fixée au dernier jour de préparation des offres à 12h00

IL est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'ouverture des plis des offres techniques et financières se fera le même jour à 14h00 à la Direction de l'administration locale de la wilaya de Saïda et à laquelle elles sont cordialement invitées à y assister.

VILLAS

■Vends grande villa, superficie 667 m², façade principale 22 m surf. bâtie 240 m² avec L.F. Curieux s'abstenir. Prix après visite - Veuillez contacter : 0655.45.41.03

■Urgent : A vendre villa actée + L/ F, 226 m², 2 faç, centre-ville TER-GA, à 5 km des plages et 45 min d'Oran. Px 1,4 MD négociable - Tél : 0673.91.34.44

■TLEMCEN: Oudjida : Vends une maison de 200 m², 02 façades 10/ 20, R+1 avec sous-sol, les environs du Commissariat. Tél: 0555. 91.70. 62

■A vendre maison 355 m², actée, R+2, à 'Bon Accueil' Gambetta, mitoyenne 'Soda ruche', Oran- Tél : 0658.92.19.63

APARTEMENTS

■Vends apparts F3-F4-F5 promotionnels, cuisine équipée, box, ch/c, ds résidences neuves à : Wilaya- Gambetta- Belgaid- Ft/Mer et Maraval - Tél: 0772.43.37.38 - 0660.88.46.15

■Vente appartement F3, à Belgaid ; pas de courtier ; curieux s'abstenir - Tél : 0662.80.67.18

■Urgent : A louer, à Canastel, un sous-sol 200 m², habitable ttes commodités, dispo à un an renouvelable à l'avance, 6 millions/mois négociable - Tél : 0673.91.34.44

EMPLOIS

■Importante entreprise de Travaux publics cherche pour les besoins de l'entreprise les postes suivants : Ingénieur en Hydraulique, Ingénieur en Génie civil avec ou sans expérience. Nous envoyer C V: eurlafaf@gmail.com

■Clinique d'ophtalmologie, Oran, recrute médecins spécialistes en ophtalmologie à plein temps - Tél : 0542.34.36.35 -0782.63.37.72 ; de 09h à 16h

■Cherche chauffeur avec véhicule, pour une ou deux courses par jour, à Oran, bien payées - Tél : 0549.11.50.16

Office public de l'huissier de Justice près la Cour d'Oran

Maître ANNABI Walid - 49, rue Zaghloul - Es-Senia - Oran Tél : 0770.69.00.75

Avis de vente aux enchères publiques par soumissions cachetées

Le 24 juillet 2025, à 9heures (09H00, au parc de la messagerie 'Express - filiale ANEP - Unité régionale d'Oran au 06, Avenue Mekki Khelifa (Cité les Lauriers Roses), Oran

Lot N°	Désignation	Immatriculation
01	Citroën Berlingo	017053-314-16

Conditions de vente : 1/Participation à la vente réservée uniquement aux soumissionnaires munis de l'original du cahier des charges qui peut être retiré de l'office de l'huissier de justice contre la somme de 1.000,00 DA.

2/Versement d'un cautionnement de 21% du montant de l'adjudication non remboursable en cas de désistement.

3/Vente sans garantie.

L'huissier de justice - Maître : Annabi Walid

Société Industrielle Privée
Sise à SIDI BEL-ABBES
Recrute dans l'immédiat :

MANAGER Système Qualité :

Profil: 1)- Ingénieur (toutes spécialités), Licence et plus.
2)- Expérience dans le poste souhaité
3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication
4)- Libre de tout engagement.

Avantage : Salaire à débattre

Adressez : Lettre de motivation + cv, à Zone Industrielle lot n° 100, Sidi Bel-Abbès, ou Mail : tplast_algerie@yahoo.fr

Société Industrielle Privée
Sise à SIDI BEL- ABBES
Recrute dans l'immédiat :

Un Responsable commercial:

Profil : 1)- Universitaire (spécialité commerciale), Licence et plus.
2)- Expérience dans le poste souhaité
3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication et de la responsabilité.
4)- Dégagé Service national

Avantage : Salaire à débattre

Adressez : Lettre de motivation + cv, à Zone Industrielle lot n° 100 Sidi Bel-Abbès ou Mail : tplast_algerie@yahoo.fr

Office public de l'huissier de Justice

Maître Tahraoui Bahous - Huissier de Justice près le Tribunal d'Arzew

Adresse : rue Mohamed Fertas n° 175 Arzew - Tél : 0554.10.14.48 / 0660.80.11.01

Avis de vente aux enchères publiques uniquement sur soumissions cachetées

Il sera procédé le 23 juillet 2025 à 11h00 au profit de :

«DRC SONATRACH : Direction Réparation par canalisations»

Lot unique	Désignations
	Divers : Climatiseurs + Norvégiennes + Matériels de cuisine + Convertisseur + Switch + Lot d'informatiques : « imprimantes + unité centrale + photocopieurs...etc. + lot de pièces de rechange : « Chevilles métalliques + Baguettes brasure laiton enrobée + chemin de câbles en aluminium + câble électrique + câble manutention + câble Acier antigiratoire + Papier carbone A4 + chaussure de sécurité +Casque sécuritaire Standard...etc. »
	Cautionnement : 200.000,00 DA

Obs : Les visiteurs souhaitant participer à la vente aux enchères doivent s'inscrire auprès de l'Office public, à l'avance d'un délai de 48 heures

Conditions de participation :

- Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le cabinet de l'Huissier de Justice contre paiement 1.000 DA
- Pour tout renseignement complémentaire s'adresser à notre office.

Communiqué

La Promo " Internet X2 " de Djezz est de retour !

Dans le cadre du lancement imminent de la 5G, Djezz annonce une promotion exceptionnelle pour ses clients Djezz LEGEND.

La promotion leur permet de doubler leur volume Internet, de profiter d'une connectivité renforcée et de se préparer aux nouveaux usages qu'offre la 5G.

Avec cette nouvelle promotion, Djezz accompagne ses abonnés dans leur transition vers une consommation de données plus rapide, plus riche et sans aucune limite.

La promotion s'appliquera sur les forfaits Internet comme suit :

- Les forfaits mensuels passeront à 60 Go au prix de 1500 DA, 30 Go au prix de 1 000 DA et 12 Go au prix de 500 DA au lieu de 30 Go, 15 Go et 6 Go respectivement.
- Les forfaits hebdomadaires passeront à 10 Go au prix de 300 DA et 4 Go au prix de 150 DA lieu de 5 Go et 2 Go.
- Les forfaits journaliers passeront quant à eux à 2Go au prix de 100 DA, 600 Mo au prix de 50 DA et 300 Mo au prix de 30 DA au lieu de 1 Go, 300 Mo et 150 Mo respectivement.



La promotion " Internet X2 " s'étend également sur la 2ème souscription proposée à moitié prix. Pour en bénéficier : composez *707# ou souscrivez via la DJEZZY App. Pour plus de détails, plusieurs possibilités s'offrent à vous : visitez le site web Djezz, appelez le centre d'appel disponible 24H/24, rapprochez-vous d'un des centres de service ou contactez Djezz via ses canaux digitaux disponibles.

TF1

20.10 Les visiteurs 2 : les couloirs du temps



Comédie - France - 1998
Avec Christian Clavier, Jean Reno, Muriel Robin, Marie-Anne Chazel
Dans un voyage burlesque à travers le temps, le chevalier Godefroy de Montmirail est déterminé à épouser la douce Frégonde à l'époque médiévale. Cependant, une bévue temporelle fait que son fidèle valet, Jacquouille la Fripouille, est remplacé par son lointain descendant, Jacquart.

2

20.10 Intervilles



Présenté par Valérie Bègue, Camille Cerf, Magali Ripoll, Bruno Guillon, Nagui
L'émission culte, qui a rassemblé plusieurs générations depuis sa création en 1962, fait son grand retour avec une nouvelle formule entièrement repensée : plus festive et plus spectaculaire. À travers des épreuves emblématiques (la Tournette, la Tyrolienne, les tapis roulants, le savon noir, le Mur des Champions), mais également des épreuves inédites, chaque ville participante défend fièrement sa culture, son accent et son énergie.

3

JEUDI

20.10 La stagiaire



Série policière - France - 2023
Saison 8 - Episode 1/6
Avec Michèle Bernier, Nicolas Marié, Clément Moreau, Philippe Lelièvre
Le mari de Constance s'inquiète de l'avenir de Céleste, élevée seule par leur fille Alice. Peu après, celle-ci leur annonce qu'elle prépare le concours de professeur des écoles. Pendant ce temps, Alain Lautric, 57 ans, est retrouvé décédé près de son véhicule, à 50 km de chez lui, manifestement assassiné à l'aide d'un objet lourd.

ACTION

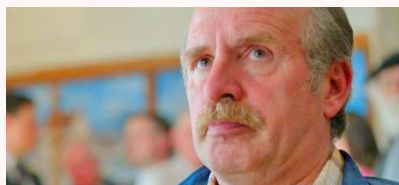
19.50 Memphis Belle



Film de guerre - Grande-Bretagne - Etats-Unis - Japon - 1990
Avec Matthew Modine, Eric Stoltz, Sean Astin, Harry Connick Jr.
En 1943, le "Memphis Belle", un bombardier américain B-17, vient d'atteindre le record de sorties avec le même équipage. Dennis le pilote, Sinclair le copilote et leurs compères sont attendus aux Etats-Unis. Là-bas, le colonel Derringer, chargé des relations publiques de l'armée, a prévu de les accueillir en héros. Mais auparavant les aviateurs doivent s'envoler pour une ultime mission, particulièrement périlleuse ?

6

20.10 Les Bodin's enquêtent en Corse



Téléfilm humoristique - France - 2024
Avec Jean-Christian Faiscinet, Vincent Dubois, Didier Ferrari
Après avoir aperçu le fantôme de son père, Christian semble investi du pouvoir surnaturel de son paternel : celui de voir les futurs morts. Dans un de ses rêves, il voit s'accomplir le meurtre d'un certain Pasqualini, un producteur de clémentines corse. Bien décidés à empêcher son assassinat, Christian et sa mère, Marie, quittent leur ferme de Pouziou les Trois Galoches pour l'île de Beauté au volant de leur petite Mochet.

CANAL+
GRANDECRAN

20.04 Largo Winch



Film d'action - France - 2008
Avec Tomer Sisley, Kristin Thomas, Mélanie Thierry, Gilbert Melki
Le milliardaire Nerio Winch est retrouvé noyé dans la baie de Hongkong, non loin de son yacht. La mort du principal actionnaire du puissant groupe W est suspecte. Officiellement Nerio était sans famille. Mais la chose que tout le monde ignore, c'est qu'il cachait un secret : un fils, Largo, adopté presque trente ans plus tôt en Bosnie.

CANAL+

20.09 Yellowjackets



Série dramatique - Etats-Unis - 2025
Saison 3 - Episode 8/10
- Une vie normale et ennuyeuse
Avec Melanie Lynskey, Tawny Cypress, Sophie Nélisse
Shauna découvre que Melissa est vivante. Elle a changé de nom pour refaire sa vie discrètement. Jeff et Callie s'inquiètent pour Shauna dont ils restent sans nouvelles depuis deux jours. Dans le passé, Travis et Akilah ont choisi d'épargner Kodiak à condition qu'ils les ramènent à la civilisation. De son côté, Hannah se retrouve seule prisonnière des filles du camp.

RTL9

19.55 Starsky et Hutch



Comédie policière - Etats-Unis - 2004
Avec Ben Stiller, Owen Wilson, Snoop Dogg, Fred Williamson
En 1975, David Starsky et Ken Hutchinson, surnommé Hutch, sont détectives à Bay City en Californie. Si Starsky applique la loi à la lettre, Hutch la contourne souvent pour arriver à ses fins. Le capitaine Dobey, leur chef, décide pourtant de les faire travailler ensemble. Un jour, ils découvrent un cadavre sur la côte.

TF1

20.10 Ninja Warrior, le parcours des héros



Saison 10
Présenté par Denis Brogniart, Christophe Beaugrand, Anaïs Grangerac
Cette saison, près de deux cents candidats, de tous horizons et de toutes générations, vont tenter de créer l'exploit sur le célèbre parcours d'obstacles. Les concurrents s'affrontent en duel lors des séries de qualifications avant de rejoindre la phase finale qui donnera une dimension internationale à la compétition.

2

20.10 Les petits meurtres d'Agatha Christie



Série policière - France - Suisse - 2022
Saison 3 - Episode 9/10
Avec Arthur Dupont, Chloé Chaudoye, Benoît Moret, Quentin Baillet
Après la mort de sa femme, Pierre Baldini, le patron d'un empire du luxe français, a pris un virage mystique. Un matin, cet homme fortuné est retrouvé mort dans son bureau, le crâne enfoncé avec une statue bouddha. L'inspecteur Beretta remarque sur le sol une enveloppe avec écrit dessus : «Mon testament».

3

VENREDI

20.10 On s'était dit rendez-vous... avec Patrick Bruel



Avec des millions d'albums vendus et ses 40 ans de carrière, Patrick Bruel est devenu une figure emblématique de la chanson française, tissant un lien fort avec son public. Dans un format exclusif, il se livre en musique, revisitant son répertoire et partageant les secrets de ses créations avec des invités de toutes générations.

ACTION

19.50 Jericho Ridge



Film d'action - Grande-Bretagne - 2023
Avec Capital T., Solly McLeod, Philipp Christopher, Simon Kunz
La journée de Tabby Temple, assistante du shérif, commence sous de mauvais auspices : blessée à la jambe, elle doit se rendre en voiture à son travail, le commissariat tenu par le shérif Eddie Reynolds, à plusieurs kilomètres de chez elle. En outre, elle doit emmener son fils Monty, privé de sortie pour de multiples inconduites.

6

20.10 Babysitting



Comédie - France - 2014
Avec Philippe Lacheau, Alice David, Vincent Desagnat, Clotilde Courau
Franck, passionné par l'univers de la bande dessinée, travaille comme agent d'accueil pour les éditions Schaudel, un poste qu'il juge bien en deçà de ses aspirations créatives. Lorsqu'il a finalement l'opportunité de présenter ses dessins au prestigieux patron de la maison d'édition, il ne s'attend pas à ce que son patron en profite pour lui confier la garde de son fils Rémi.

CANAL+
GRANDECRAN

20.04 12 Years a Slave



Drame - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2013
Avec Chiwetel Ejiofor, Brad Pitt, Michael Fassbender, Dwight Henry
Peu de temps avant la guerre de Sécession, Solomon Northup, Afro-Américain, esclave dans une plantation de coton, commence la rédaction de son histoire. Il se souvient de sa vie d'avant, en 1841, à Saratoga, dans l'Etat de New York : marié et père de famille, Solomon, violoniste, accepte de partir en tournée avec deux hommes qui l'enlèvent et le vendent à des esclavagistes.

CANAL+

20.09 Transformers : Le commencement



Film d'animation - Etats-Unis - 2024
Sur la planète Cybertron, Orion Pax et son ami D-16, deux mineurs inconscients de l'immensité de leur univers, se consacrent à la collecte de l'Energon, l'énergie vitale de leur espèce. Alors que D-16 se contente de leur existence souterraine, Orion ressent un profond désir d'explorer la vérité dissimulée sous les couches de métal et de secrets.

CINE +
FAMIZ

19.50 Nanny McPhee et le Big Bang



Film fantastique - Grande-Bretagne - France - Etats-Unis - 2010
Avec Emma Thompson, Oscar Steer, Maggie Gyllenhaal, Ralph Fiennes
Pendant la Seconde Guerre mondiale, son mari étant mobilisé, Isabel Green gère seule la ferme familiale. Son beau-frère insiste pour qu'elle vende la ferme et sa patronne a un comportement étrange. Pour couronner le tout, elle doit accueillir ses petits neveux Cyril et Celia Gray venant de Londres. Mais ces derniers, snobs et mal élevés, se disputent constamment avec ses enfants Norman, Vincent et Megsie.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- Tromperies.
- Non encaissées.
- Jeu à points.
- Donner pour vrai.
- Vautour.
- Se rend utile.
- Fait de l'esprit.
- Crier au chiot.
- Casse au crible.
- Excède.
- Fait du maître.
- Test du psy.
- Maison des artistes.
- Mangeoire.
- Acquit.
- Pièce d'échecs.
- Congrès.

Verticalement:

- A. Sûr que son jus, c'est pas du cent pour cent arabica !
B. Distincts.
C. Impétueuse.
D. Bête et indisciplinée.
E. Possessif.
F. Contribuables.
G. Plaisante lecture.
H. Formule de diplôme.
I. Celui qu'on n'attendait pas.
J. Nouveaux départs.
K. Il en fait du propre !
L. Parée.
M. Ancien instrument à percussion.
N. Effets de commerce.

N	F	I	D	E	L	I	T	E	P	A	V	O	T	E
O	R	G	I	E	E	C	N	A	T	S	I	S	S	A
I	I	C	N	E	P	E	V	A	U	O	Z	S	Z	R
T	T	O	A	I	C	U	T	T	E	R	E	E	I	O
A	E	I	R	R	R	H	O	U	E	T	B	L	R	C
C	N	T	T	E	I	R	E	C	I	R	R	E	G	E
A	O	R	O	T	Z	B	I	L	E	E	U	C	I	D
V	I	E	L	U	S	R	O	G	L	G	O	T	T	R
N	S	T	L	O	A	P	O	U	A	E	C	I	S	A
I	I	T	I	J	M	B	Q	T	T	T	G	O	I	B
Z	C	E	A	I	A	U	E	B	A	A	I	N	M	E
Z	E	S	M	B	E	A	I	L	O	U	R	O	A	L
E	R	S	O	R	U	C	A	F	E	O	Q	I	N	L
U	P	A	E	T	I	R	A	I	L	I	M	A	F	A
M	B	M	E	R	U	T	L	U	C	I	T	R	O	H

AMAS - ASSISTANCE - BAOBAB - BIJOUTERIE - BOOM - CARIBOU - COUPE - COURBE - CUTTER - DECOR - DINAR - ECHELLE - FAMILIARITE - FIDELITE - FRITE - GATEAU - HALLEBARDE - HORTICULTURE - HOUE - IMPOLITESSE - IRRIGATION - LANGE - MAILLOT - MASSETTE - MISTIGRI - MUEZZIN - ORGIE - PAVOT - PRECISION - QUATORZE - RELUQUER - SELECTION - TARIF - TERTIO - VACATION - ZEBRE - ZOUAVE

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante:

- Mon 1er est une note de musique.
- Mon 2e est un poil à l'oeil.

Mon tout est fastoche.

1	U	T	C	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	

3	17	8	8	9	6	4	5	9	8
17	14	17	2	9	1	6	8		7
2	7	6	9			9		8	8
17		7		11	6	9	12	1	9
8	17		11	6	4		3	9	
2	7	5	5	9	1	5		15	17
6	9	8	7	8	2	17	15	2	8
4	1		9		9	11	9		7
11	5	7	9	6		7	4	2	17
16		15		8	4	15	15	9	2
7	9	15	17		6	9			7
10	1	9		6	18		3	4	10
1		9	11	17	1	5	9		1
9	2		17	7	6		18	1	9
8	17	8		5	9	12	9	9	8

Jeux proposés par Chérifa Benghani

		CHAMPI- GNON... QUI PEUT ÊTRE VÉNÉNEUX !								
				PARLE- MENTAIRES		AIMENT A RESTER CHEZ EUX		NE PAS DIRE, GARDER POUR SOI		
				HURLEMENT		APPEURÉS				
		PAIRE DE VERRE								
		JEU DE HASARD								
				COEUR DE LION						SITUÉE
				RETIRÉE					ARROGANT, HAUTAIN	CHAMPION
		TROUBLE À LA LOI				APPAREIL DE LEVAGE				
		Y A DE... L'EXCÈS !				RADIUM				
				RUA À TORT ET A TRAVERS		CRÂNE		ELLES, IL N'Y EN A QUE POUR ELLES !		
				EMERGENCE		LETTRES À LETTRES				
										OUVRIÈRES EN TALON AIGUILLE
				CONVER- SATION						
				PRONOM						
						ELLES SE VERSENT EN CHIALANT			SIÈGE DE CAVALIER	SAINT
						MILLILITRE				
		POURSUIVRE EN JUSTICE		COMBATS SINGULIERS						
		CE QU'IL Y A DE MIEUX								
						MANCHE DE TENNIS				
						DÉTENTE				

6			4			8	7
3	9						1
8				2		4	9
7						6	
			7	5			
4	8	5				1	
1				7		5	
		6	9				2
			6	4			

SUDOKU N° 9320

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9319

D		T	H	E	R	M	O	S	
E	C	R	A	S	E		D	E	
C	H	O			F	L	O	U	
O		I	T	O	U		R	L	
R	O	S	E		S	U	A		
E	U		S	U	E		T	A	
S	T	E		S		I		U	
		I	N	T	E	R	D	I	T
P	L	A	I	R	E		D	O	
O	S		E		L	I	E	U	
T		A	N	N	U	L	E	R	
E	D	I	T	E	S		S		

CROISÉS N°9319

G	E	S	T	A	T	I	O	N	
O		T	R	O	U	P	I	E	R
U	N	A	U		R	E	N	T	E
P	O	R	C						T
I		S	U	R	I	N		V	I
L	A		L	E	T	A	L	E	S
L	I	T	E	A	U		U	N	S
E	L	A	N		D	O	T	E	E
N	E	U	T	R	E	S		R	E
T	E		E	S	S	A	Y	E	S

SUDOKU N°9319

6	3	2	1	8	9	4	7	5
9	7	4	3	6	5	1	8	2
1	8	5	4	7	2	9	6	3
7	1	6	9	2	4	3	5	8
5	9	8	6	3	1	7	2	4
2	4	3	8	5	7	6	1	9
8	6	7	5	9	3	2	4	1
3	2	1	7	4	8	5	9	6
4	5	9	2	1	6	8	3	7

CODÉS N° 9319

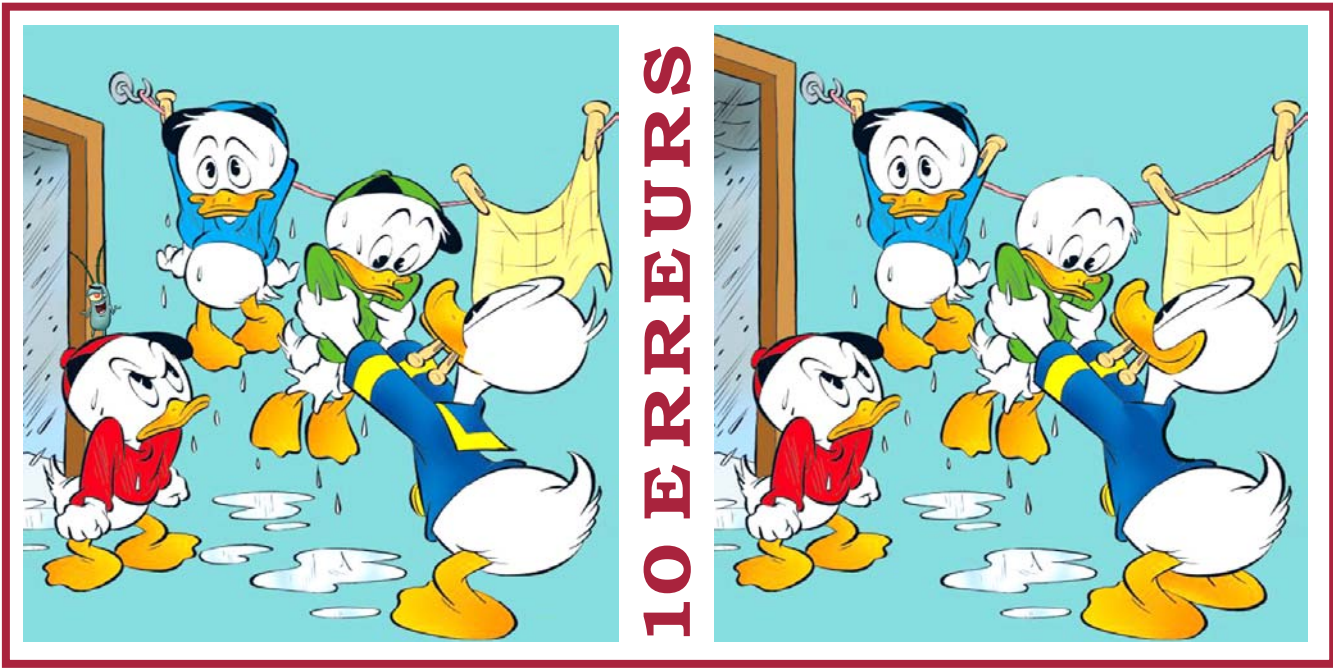
1	R	2	A	3	C	4	E	5	S	6	N
7	T	8	I	9	L	10	O	11	U	12	M
13	V	14	B	15	D	16	P	17	H	18	G
19		20		21		22		23		24	

FOUILLIS N° 9319:

SOURCIER (Sourd - Scier)

FOUILLIS N° 9319:
SOURCIER (Sourd - Scier)

1	R	A	C	E	S	6	N
7	T	I	L	O	U	12	M
13	V	B	D	P	H	G	
19	20	21	22	23	24		



Ethiopie: plus de 80 membres présumés de l'organisation Etat islamique arrêtés



Plus de 80 membres présumés de l'organisation Etat islamique qui voulaient mener une «mission terroriste» ont été arrêtés à travers l'Ethiopie, a annoncé mardi soir un média d'Etat éthiopien.

Selon Fana Media Corporation, qui se base sur un communiqué du Service national du renseignement et de la sécurité (NISS), les 82 suspects ont été formés au Puntland, région somalienne frontalière avec l'Ethiopie.

Les membres présumés de l'Etat islamique «déployés dans différentes régions d'Ethiopie, ont été identifiés et arrêtés grâce à la coordination de la police fédérale éthiopienne et des forces de sécurité régionales», selon Fana, qui n'a pas donné de détail sur leur nationalité. Certains suspects, qui apportaient un soutien financier ou logistique et qui voulaient mener une «mission terroriste» ont été arrêtés dans la capitale Addis Abeba et dans plusieurs régions à travers le pays, géant d'Afrique de l'Est d'environ 130 millions d'habitants.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Londres a accueilli en secret des milliers d'Afghans



Le Royaume-Uni a accueilli des milliers d'Afghans qui avaient travaillé pour le gouvernement britannique et leurs familles après une fuite massive de leurs données en 2022, a annoncé mardi le ministre de la Défense britannique en révélant un programme jusqu'ici tenu secret. Les informations personnelles d'environ 19.000 Afghans qui demandaient l'asile au Royaume-Uni après

avoir travaillé pour les autorités britanniques avant le retour des talibans au pouvoir, avaient fuit en 2022.

Cette fuite a entraîné en 2024 la mise en place d'un programme secret pour accueillir les Afghans dont la sécurité était compromise. «A ce jour, 900 bénéficiaires principaux (de ce programme, ndlr) sont au Royaume-Uni ou en transit, accompagnés de 3.600 membres

de leur famille pour un coût d'environ 400 millions de livres sterling (460,7 millions d'euros)», a révélé le ministre de la Défense John Healey devant le parlement. Au total, environ 6.900 personnes devraient donc s'installer dans le pays dans le cadre de ce programme.

Une fois le programme achevé, son coût devrait s'élever à environ 850 millions de livres (979 millions d'euros).

Un condamné mis à mort en Floride, record d'exécutions aux Etats-Unis



Un homme condamné à la peine capitale a été exécuté mardi en Floride, dans le sud des Etats-Unis, portant à 26 le nombre d'exécutions dans le pays depuis le début de l'année, soit le plus haut total en une décennie. Michael Bell, 54 ans, a été exécuté par injection létale au pénitencier d'Etat de Raiford a annoncé l'administration pénitentiaire de Floride.

Il avait été condamné à la peine capitale pour le meurtre en 1993 de Jimmy West, 23 ans, et de Tamecka Smith, 18 ans, à Jacksonville. Ce meurtre était motivé par sa volonté de se venger du meurtrier de son frère, Theodore Wright, mais il avait par erreur tué à sa place le frère de ce dernier et une jeune fille qui l'accompagnait. Michael Bell fait partie de la trentaine de condamnés à mort passés dans leur jeunesse par la tristement célèbre maison de correction Florida School of Boys, surnommée Dozier.

Le Japon accueille un record de 21,5 millions de touristes étrangers



Un nombre record de 21,5 millions de touristes étrangers a visité le Japon au cours des six premiers mois de cette année, en hausse de 21% par rapport au premier semestre 2024, selon les statistiques officielles publiées mercredi. «Le nombre a dépassé les 20 millions en six mois, le rythme le plus rapide jamais enregistré», a souligné l'Office national du tourisme japonais dans un communiqué.

Cette hausse a été portée par une progression des arrivées de touristes de Chine, Corée du Sud, Singapour, Inde, des Etats-Unis et d'Allemagne. Des messages postés sur les réseaux sociaux ont cité un manga japonais, republié en 2021, qui prédisait une catastrophe naturelle majeure en juillet 2025, inspirée d'un rêve de l'auteur. Les autorités japonaises ont dû intervenir pour assurer à plusieurs reprises que ces rumeurs étaient fausses. Le gouvernement japonais s'est fixé l'objectif ambitieux de presque doubler le nombre de touristes étrangers à 60 millions par an d'ici 2030.

Syrie: frappes israéliennes sur Soueida, ville à majorité druze



L'agence officielle syrienne Sana a rapporté mercredi une frappe israélienne, pour le deuxième jour consécutif, sur la ville à majorité druze de Soueida (sud), où les forces gouvernementales se sont déployées la veille malgré les avertissements d'Israël.

«Les drones de l'aviation de l'occupation israélienne visent la ville de Soueida», a annoncé l'agence. Israël a averti mercredi qu'il augmenterait ses frappes contre les forces gouvernementales syriennes si ces dernières ne se retiraient pas du sud de la Syrie et en particulier de Soueida.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

MÉLI-MÉLO À L'ASSEMBLÉE FRANÇAISE

La France a célébré sa fête nationale ce 14 juillet avec une tension assez particulière. Au moment où ses forces armées paraissent sur les Champs-Élysées, toute la classe politique confondue fourbissait ses arcs à l'ombre de l'Assemblée nationale. L'inusable François Bayrou, son chef du gouvernement, a décidé de ne pas faire pénitence. Il impose aux Français de nouveaux et lourds désagréments, conscient d'orienter son exécutif droit contre le mur en décidant des réformes encore plus draconiennes que son infortuné prédécesseur Michel Barnier n'avait osé soumettre.

Pourtant il savait par quoi le gouvernement de l'ancien commissaire européen a été le naufragé.

La forte circonvolution politique

française actuelle réside dans la dette publique et laisse entendre l'impératif de réduire drastiquement les dépenses de l'Etat. La revue de la politique sociale est la première touchée dans la panoplie des mesures de rognage dans le budget présenté à l'Assemblée. Santé, éducation et emploi, et fonction publique sont en tête des secteurs pénalisés visés pour infléchir une dette sans cesse décriée.

Curieusement, la flagrante anomalie et le paradoxe dans ce souci d'économie supposé vital pour les Français, le budget de l'armée est quant à lui conséquemment

augmenté. On comprend mieux dès lors pourquoi la pilule de la menace militaire russe n'a pas cessé d'être dosée par Emmanuel Macron alors que Moscou a bien d'autres chats à fouetter. Les exigences faites par le président américain à l'adresse des Européens pour densifier leur armement est une opportunité bonne à saisir pour faire taire les mécontentements.

L'inextricable méli-mélo politique français actuel trouve probablement une raison dans des indiscretions et confessions émanant du premier cercle familial du chef de l'Etat. Macron espérerait maintenant contre toute attente la chute du gouvernement Bayrou pour finalement démissionner. Pour ses très proches qui s'opposent à cette éventualité, il pense que des élections présidentielles anticipées sont propices pour ses ambitions.